LUNDI 26 AOÛT 2024. | N° 24012. | 2,70 € | www.humanite.fr

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

l'Humanité

LUCIE CASTETS À MATIGNON

MACRON AU PIED DU MUR

Le président de la République est à court d'arguments pour s'opposer à la nomination comme première ministre de la candidate du Nouveau Front populaire. Elle plaide pour la constitution rapide d'un «gouvernement resserré sur une orientation claire». Entretien. P. 2

LAURENT HAZGUI/DIVERGENCE

Émoi après l'attaque de la synagogue à La Grande-Motte

L'incendie, commis en plein shabbat, s'inscrit dans une forte poussée des actes antisémites. Un rassemblement de solidarité avec les juifs de France a eu lieu dimanche soir, à Paris. P. 9


LOU BENOIST / AFP

Paralympisme, des hôpitaux aux stades

Allumée samedi à Stoke Mandeville, en Angleterre, la flamme est arrivée dimanche à Calais. Retour sur les origines de Jeux pas comme les autres. P. 13

BELGIQUE 2,80 € - MARTINIQUE, RÉUNION, GUADELOUPE 3 € - MAROC 34 MAD
M 00110 - 826 - F: 2,70 €

La gauche met Macron face à ses responsabilités

INSTITUTIONS Pourquoi le chef de l'État ne nomme-t-il pas Lucie Castets : en raison du programme ou de la présence des insoumis au gouvernement ? Jean-Luc Mélenchon a sommé les droites de répondre. Le Nouveau Front populaire lève ainsi un obstacle à son arrivée au pouvoir.



Un record et un blocage. La France est sans gouvernement depuis désormais quarante et un jours. Voilà pour le record, lequel datait de la IVe République. Rien que ça. Pour le blocage, le responsable est le même : Emmanuel Macron. Plus de cinquante jours ont passé depuis les élections législatives et le président de la République s'obstine, malgré le résultat des urnes, à refuser au Nouveau Front populaire (NFP) la possibilité de former un gouvernement. Et ce au motif que celui-ci serait immédiatement censuré du fait de la présence de membres insoumis en son sein.

Alors, par la voix de Jean-Luc Mélenchon, la gauche a offert la possibilité de desserrer l'étau : *« C'est à mon tour de poser une question aux trois chefs de partis macronistes et de la droite : le gouvernement de Mme Lucie Castets, s'il ne comportait aucun ministre insoumis, est-ce que vous vous engageriez à ne pas voter la censure et à lui permettre d'appliquer (son) programme ? »* a interrogé, samedi, en duplex sur TF1 depuis l'université d'été de la FI dans la Drôme, le triple candidat à la présidentielle. Et d'ajouter : *« Si vous répondez non, on dira que les ministres insoumis, en fait, c'est un prétexte. C'est du programme dont vous ne voulez pas. »* Un coup tactique inattendu, car la FI possède le contingent d'élus le plus fourni du NFP. Nous ne voulons *« pas être un problème mais une solution »*, a tranché Jean-Luc Mélenchon.

Ainsi, voici Emmanuel Macron placé au pied du mur : va-t-il inventer un nouvel argument pour sauver ses sacro-saintes orientations économiques ou se résoudre à, enfin, nommer Lucie Castets à Matignon ? Il s'est, d'après les retours des consultations à l'Élysée avec les chefs de parti et présidents de groupes parlementaires, fixé la date de l'ouverture des jeux Paralympiques, mercredi 28 août, pour annoncer sa décision. *« Mais nous ne sommes pas à vingt-quatre ou quarante-huit heures près »*, a-t-il ajouté, vendredi matin, devant les représentants du NFP, lesquels ont laissé Lucie Castets s'exprimer en leur nom devant le chef de l'État. Ce dernier, selon *la Tribune du dimanche*, pourrait s'exprimer ce lundi et rouvrir un cycle de concertations dès mardi.

Emmanuel Macron aurait, en coulisses, indiqué à ses proches qu'il ne comptait pas nommer la candidate du NFP, persuadé que son gouvernement tomberait aussitôt. À l'issue de leur entretien avec le président de la République, Gabriel Attal et Laurent Wauquiez, respectivement à la tête des groupes parlementaires « Ensemble pour la République » (ex-Renaissance) et « La droite républicaine » (ex-« Les Républicains »), ont assuré que leurs troupes censureraient tout exécutif avec des insoumis. D'où l'interpellation de Jean-Luc Mélenchon, piégeant ainsi tous ceux qui veulent voler le résultat des urnes. *« Nous gardons le manche : c'est nous qui posons les questions, et pas Macron*, traduit le député FI Hadrien Clouet. *On tente la guerre de position pour déstabiliser le paysage et trouver une porte de sortie. »*

> « Les macronistes doivent laisser Lucie Castets gouverner sans agiter la menace de la censure. »
> FABIEN ROUSSEL, SECRÉTAIRE NATIONAL DU PCF

Le chef de file insoumis n'a pas tardé à être appuyé par le reste du NFP. *« Le président de la République et ses soutiens sont donc placés face à leurs responsabilités. Ils doivent s'engager publiquement à laisser Lucie Castets et le Nouveau Front populaire gouverner sans agiter la menace de la censure »*, a réagi Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, depuis l'université d'été de son parti à Montpellier (Hérault). *« C'est malin et courageux de sa part. Il va falloir que les macronistes répondent : est-ce qu'ils refusent tout simplement un gouvernement du NFP, dont Macron a reconnu la victoire ? »*, abonde le député socialiste Arthur Delaporte. Mais certains refusent *« les oukases »*, comme les écologistes Charles Fournier ou Sandrine Rousseau : *« Je comprends et salue la stratégie politique. Mais ne pas céder aux tactiques du camp libéral est aussi une manière de nous affirmer »*, écrit, sur X, cette dernière.

« LA PRIORITÉ DU NFP, C'EST DE CHANGER LA VIE DU PAYS »

Pour l'heure, Lucie Castets, avertie par Jean-Luc Mélenchon en amont de son intervention, se bornait, jusqu'ici, à affirmer que *« les quatre forces politiques du NFP ont vocation à gouverner »*. Elle indique d'ailleurs à *l'Humanité* que *« la priorité du NFP, c'est de changer la vie du pays et de proposer un gouvernement dans les plus brefs délais »* (lire pages 4 et 5).

Le coup de poker de Jean-Luc Mélenchon a aussi redonné de l'espoir aux militants progressistes, jusque-là en colère face au déni de démocratie du chef de l'État. Lancée dans un


Les représentants du NFP à l'issue de leur rencontre avec Emmanuel Macron, à l'Élysée le 23 août. ISA HARSIN/SIPA


MAGALI BRAGARD

ÉDITORIAL
PAR SÉBASTIEN CRÉPEL

Réalisme

Les commentateurs de tout poil et les adversaires du Nouveau Front populaire (NFP) ont peut-être enterré un peu vite la nomination de Lucie Castets à Matignon. Il leur suffisait jusqu'alors d'évoquer la censure promise par les oppositions coalisées contre tout gouvernement qui compterait des ministres issus de la France insoumise pour faire d'une telle perspective une chimère. Que pèseraient dans cette circonstance, se demandaient-ils, les 193 députés du NFP, voire les 207 (sur un total de 577) qui ont voté en faveur de la candidature du communiste André Chassaigne à la présidence de l'Assemblée nationale ? L'argument était commode, et même s'il n'existe aucune majorité capable de rassembler davantage d'élus que le NFP, il a permis à Emmanuel Macron d'écarter sans autre forme de procès l'hypothèse d'un gouvernement de gauche : *« Le sujet n'est pas un nom, (...) c'est quelle majorité peut se dégager à l'Assemblée. »*

L'objection a subi un sérieux revers, samedi. Jean-Luc Mélenchon s'est dit prêt à renoncer à des ministres FI. La droite et le centre ont accusé le coup, et certains ciblent désormais le programme de la coalition pourtant arrivée en tête des législatives : pas question de laisser le NFP appliquer sa feuille de route. Le refus des ministres insoumis était déjà difficile à défendre d'un point de vue démocratique, mais ce n'était en fait qu'un prétexte. La pilule risque d'être compliquée à faire avaler aux citoyens, d'autant que la candidate à la fonction de première ministre se montre, dans nos colonnes, ferme sur les objectifs mais ouverte sur la méthode et les compromis à construire.

Toutes les manœuvres pour fracasser le NFP et renforcer le bloc de droite ont échoué.

La gauche a incontestablement repris l'avantage. Elle est la seule à disposer d'un nom, d'un programme et d'une méthode de gouvernement. Le réalisme est de son côté, non de celui des oppositions de principe qui ne proposent que la poursuite indéfinie du blocage. Emmanuel Macron doit trancher. Mais a-t-il vraiment le choix ? Toutes les manœuvres pour fracasser le NFP et renforcer le bloc de droite ont échoué. Les libéraux connaissent la chanson qu'on fredonne cette fois à leurs dépens : *« Il n'y a pas d'alternative. »* ■

week-end marathon entre l'Élysée, Montpellier (Hérault), Châteauneuf-sur-Isère (Drôme) et Tours (Indre-et-Loire), Lucie Castets a conquis le peuple de gauche, qui entrevoit une possible nomination. *« J'ai apprécié son passage aux universités d'été vendredi. Elle ne sort pas du cadre du programme du NFP et je la trouve plus active et enthousiaste que lorsqu'on l'entend à la radio. Vivement qu'on passe aux actes »*, sourit Anne-Marie Bouquet, militante communiste des Yvelines. Mais, à ses côtés, Alexandre, 53 ans et nouvel adhérent PCF, la reprend : *« Macron ne nommera pas Lucie Castets, je n'y crois pas. Pas sans une majorité plus nette. Il faut descendre dans la rue pour mettre la pression, continuer la lutte en respectant la Constitution. »*

Dans le camp d'en face, la riposte n'a pas tardé. Les droites n'ont eu d'autre choix que de dévoiler leur jeu. *« Un gouvernement soumis aux injonctions de Jean-Luc Mélenchon, qui appliquera le programme du NFP-FI : explosion des impôts et de la dépense publique, dirigisme économique, complicité avec les régimes autoritaires, remise en question de la laïcité : c'est évidemment non »*, a ainsi caricaturé le macroniste Benjamin Haddad. Et son collègue Mathieu Lefèvre de résumer : *« Si c'est pour appliquer le programme des insoumis, censure en effet. »*

Si Gabriel Attal et Marc Fesneau (Modem) n'ont pas répondu, leur homologue d'Horizons Laurent Marcangeli a estimé, auprès du *Figaro*, que le programme du NFP *« provoquerait une crise »* : *« Je réponds donc à Jean-Luc Mélenchon que nous nous y opposerons avec tous les instruments que la Constitution nous offre. »* Laurent Wauquiez promet, lui, de *« faire barrage à la FI »*, sans dire si son groupe s'attaquerait à un exécutif ne comprenant que des socialistes, des écologistes et des communistes.

« QUI S'OPPOSERA À LA REVALORISATION DE LA RÉMUNÉRATION DES ENSEIGNANTS ? »

« À nous de créer les conditions du rapport de force dans la société pour qu'il se traduise sur le rapport de force parlementaire », rétorque Manuel Bompard, coordinateur national de la FI. Le NFP estime, malgré tout, qu'un bon nombre de ses propositions sont suffisamment consensuelles dans le pays pour forcer les députés d'autres bancs à ne pas s'y opposer. D'autant moins avec un risque de nouvelle dissolution de l'Assemblée d'ici dix mois. *« La droite et la gauche ne sont pas la même chose : il est important de rétablir ce clivage idéologique. On est conscients que nous n'avons pas la majorité absolue à l'Assemblée (193 sièges sur 577 – NDLR)*, pose Lucie Castets. *Mais beaucoup de textes du NFP pourront réunir un consensus. Qui s'opposera à la revalorisation de la rémunération des enseignants et des infirmières ? »*

De quel autre choix que celui de nommer la haute fonctionnaire dispose aujourd'hui Emmanuel Macron ? Une large coalition, laquelle irait des sociaux-démocrates à la droite dite républicaine, s'avère être une chimère. Olivier Faure, premier secrétaire du PS, a mis en garde le chef de l'État, vendredi : ses troupes censureraient tout premier ministre, même issu des rangs socialistes, autre que Lucie Castets. Dès lors, les hypothèses Bernard Cazeneuve, ex-locataire de Matignon sous François Hollande, et Karim Bouamrane, maire de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), s'envolent.

Barricadé derrière les menaces de ce qu'il reste de son camp, le président de la République voit donc dynamitées toutes les autres options à sa disposition. Un Jupiter mis à nu, sommé d'assumer qu'il ne confie pas les clés du pays, comme la logique institutionnelle le lui demande pourtant, à la gauche uniquement pour des raisons idéologiques. Lui-même, lors de la rencontre à l'Élysée avec le NFP, a concédé que la coalition était bien arrivée en tête (raison pour laquelle elle était reçue en premier), que les Français ont voté pour un changement de politique et que *« tous les partis du NFP sont légitimes à gouverner »*, y compris les *« insoumis »*. *« J'attends qu'il passe aux actes »*, le met au défi Lucie Castets. ■

FLORENT LE DU ET EMILIO MESLET

« Je proposerai un gouvernement resserré et une orientation claire »

Dans un entretien accordé à *l'Humanité* vendredi, au sortir du rendez-vous avec le chef de l'État, la candidate de la gauche **Lucie Castets** assure être prête : elle détaille les mesures qu'elle prendra et ce que sera la pratique du pouvoir de son gouvernement.

ENTRETIEN

Avec les chefs de parti et les présidents de groupe parlementaire, vous avez été reçue par le président de la République. Que lui avez-vous dit en faveur de votre nomination à Matignon ?

Je ne cherche pas à convaincre le président de me nommer à Matignon. La logique des institutions veut que le président de la République désigne un ou une première ministre issu des forces politiques arrivées en tête des élections législatives et le Nouveau Front populaire (NFP) est arrivé en tête. Je note d'ailleurs avec inquiétude qu'avant le second tour, Emmanuel Macron était prêt à nommer Jordan Bardella – même en l'absence de majorité absolue – alors qu'il s'y refuse jusqu'ici pour la gauche.

Je suis extrêmement préoccupée par la situation du pays, et je l'ai dit au chef de l'État. Notre responsabilité commune est de répondre aux préoccupations des Français. Je lui ai rappelé que le résultat des élections traduisait un rejet très clair de la politique menée depuis sept ans. Et quand bien même le barrage républicain a fonctionné, l'extrême droite n'est pas loin du pouvoir. Emmanuel Macron est tout à fait légitime à considérer que notre programme ne lui plaît pas et peut regretter que nous souhaitions revenir sur ses orientations politiques. Mais en faire un argument pour nous empêcher de former un gouvernement revient à dévoyer la logique des institutions de la Ve République, dans leur lettre et dans leur esprit.

Pensez-vous l'avoir convaincu ?

La posture d'Emmanuel Macron a changé. Il semble prendre acte du fait que les Français attendent un changement. Il a accepté la clarification qu'il a lui-même appelée de ses vœux avec la dissolution. Mais j'ai l'impression qu'il fait fi du fonctionnement institutionnel en ayant l'air de vouloir construire lui-même ses coalitions. Ce n'est pas son rôle. Dans une démocratie parlementaire, il doit désigner un ou une première ministre issu de la force arrivée en tête. Et c'est à cette personne qu'incombe la tâche de constituer un gouvernement et d'aller chercher des coalitions. Pour ma part, je fais le choix d'un gouvernement resserré avec une orientation politique claire. Ensuite, j'ai bien conscience qu'avec une majorité relative, il faudra trouver des compromis.

> « J'aspire à jouer un rôle de trait d'union entre les partis, mais à incarner, aussi, quelque chose qui les dépasse. »

Vous dites déjà réfléchir à votre potentiel gouvernement. Avec quelle méthode ? Quels équilibres ?

Toutes les forces du NFP seront représentées dans ce gouvernement. J'envisage aussi son ouverture à des figures de la société civile, parce que c'est important et que les Français y sont attachés. Les ministres seront nommés en fonction de leurs compétences et de la nature leur engagement.

Jean-Luc Mélenchon a ouvert la porte à un soutien sans participation de la FI à votre gouvernement pour permettre au NFP d'appliquer son programme. Qu'en pensez-vous ?

Jean-Luc Mélenchon s'est exprimé samedi, je crois que c'est clair. Ils (la France insoumise) ont posé la question (à Emmanuel Macron et aux partis de droite et du centre – NDLR) et nous attendons la réponse. La France insoumise souhaite être une solution, pas un problème pour les Français. La priorité du NFP est de changer la vie du pays et de proposer un gouvernement dans les plus brefs délais.

Les consultations avec le président se poursuivent ce lundi. Si vous n'êtes pas nommée à Matignon, comment réagirez-vous ? Que devra faire le NFP ?

Si Emmanuel Macron choisit de désigner quelqu'un d'une autre force politique la semaine prochaine, c'est qu'il n'a pas vraiment compris l'aspiration au changement des Français. Ce changement ne peut être incarné que par le Nouveau Front populaire. Aucune autre coalition ne s'est présentée en tant que telle devant les Français. Aucune autre n'a présenté le nom d'un possible chef de gouvernement. Aucune autre n'a un programme clair de rupture et de changement politique, à la fois crédible et ambitieux.

Si vous êtes nommée, vous avez promis un *« changement de pratiques »*. Qu'est-ce que cela signifie concrètement ?

Premièrement, prendre acte que nous n'avons qu'une majorité relative. En l'absence de majorité absolue, le Parlement doit donc jouer un rôle encore plus grand. Il est fondamental de s'appuyer sur nos parlementaires, mais également sur nos élus locaux. J'en ai rencontré énormément. Ils ont beaucoup d'idées, une grande capacité à innover, même s'ils manquent de moyens. Ils savent chercher du consensus sur le terrain. Lutter contre les déserts médicaux, par exemple, rassemble bien au-delà des forces de gauche. Je pense que les élus locaux ont un souci sincère de la condition de leurs concitoyens. Ils doivent nous inspirer. Lorsque j'entends davantage écouter le terrain, je pense aussi aux salariés, aux forces syndicales, aux chefs d'entreprise, aux associations, aux collectifs… La société civile a joué un rôle majeur dans la dernière campagne électorale. Elle s'est massivement mobilisée contre le RN. J'aspire à jouer un rôle de trait d'union entre les partis, mais à incarner, aussi, quelque chose qui les dépasse. Les partis sont une composante fondamentale dans la vie politique, mais il faut également reconnaître les aspirations des collectifs et des électeurs de gauche qui ne se reconnaissent pas forcément dans un parti.

Comment comptez-vous éviter une censure ?

Le pays attend de la stabilité et j'ai sincèrement à cœur d'améliorer la vie des Français. Nous essaierons de trouver


Le 23 août, à Montpellier (Hérault), lors de l'université d'été du PCF. JULIEN JAULIN/HANS LUCAS

des mesures consensuelles. Sur la santé, sur l'éducation, sur le logement, sur la sécurité, il y a beaucoup d'attentes. Les élus d'autres camps que celui du NFP savent que les électeurs attendent ces mesures. Ils sauront prendre leurs responsabilités.

S'il faut bâtir des compromis au-delà des rangs du NFP, jusqu'où irez-vous ? Sont-ils seulement possibles compte tenu des rapports de force à l'Assemblée nationale ?
Ces compromis existent déjà. Des parlementaires hors du NFP ont déclaré vouloir travailler sur un impôt sur la fortune vert, sur la conditionnalité des aides publiques aux entreprises, sur le fait de revenir sur les exonérations de cotisations patronales pour les hauts salaires… La question sera celle du curseur. Je ne sais pas exactement où il tombera. Si je le disais maintenant, cela ne respecterait pas le travail parlementaire. En tant que première ministre, je n'aurai pas à m'y immiscer. Je donnerai des orientations, des impulsions.

Le pouvoir d'achat reste l'une des premières préoccupations des Français. Le programme du NFP prévoit une hausse du Smic, des salaires du privé et des fonctionnaires comme des pensions de retraite : comment faire ?
Ce sont des objectifs extrêmement clairs pour le NFP. Je n'envisage pas, si je suis nommée, d'abandonner ces priorités, ce qui reviendrait, en outre, à faire le jeu du Rassemblement national. Pour y arriver, il faudra trouver des compromis au Parlement, mais aussi redonner la main aux partenaires sociaux. Lorsque j'ai pu les rencontrer cet été, ils m'ont rappelé combien la méthode d'Emmanuel Macron leur paraissait inadmissible. Les propositions qui lui étaient transmises étaient aussitôt jetées au fond d'un puits.
Sur les retraites, notre objectif est de prendre un texte réglementaire à très court terme pour décaler l'entrée en vigueur de la réforme et redonner ainsi la main aux partenaires sociaux pour discuter des conditions de financement du système.
Sur le Smic, notre objectif reste la revalorisation à 1600 euros. Nous discuterons aussi avec les partenaires sociaux des modalités de sa mise en œuvre. Le « changement de pratiques » n'est pas un slogan.

À Matignon, votre première échéance serait de préparer un budget et de le faire voter par une Assemblée où il manque 100 sièges à la gauche pour être majoritaire. Est-ce mission impossible ?
On ne connaît pas encore les conditions de discussion d'un budget, puisqu'on ne sait toujours pas quand Emmanuel Macron nommera un ou une première ministre. Mais il est inadmissible sur le plan démocratique qu'un gouvernement démissionnaire, chargé de la gestion des affaires courantes, construise un budget austéritaire, à rebours des aspirations exprimées par les électeurs. Dès 2025, nous voulons faire voter certaines mesures, et elles devront être financées. Nous y travaillons. Nous conditionnons nos nouvelles dépenses à de nouvelles recettes. Nous ne voulons pas creuser le déficit public. L'enjeu est d'arriver à un niveau de recettes suffisant. Nous respecterons nos interlocuteurs au Parlement, mais un budget est typiquement une situation pour laquelle nous pourrions passer par un 49.3 si nous y étions obligés. Ce n'est pas ce que je souhaite.

« Il est inadmissible sur le plan démocratique qu'un gouvernement démissionnaire construise un budget austéritaire. »

Pourrez-vous revenir sur les orientations austéritaires fixées par Gabriel Attal dans ses lettres de cadrage ?
Tout dépend de la date à laquelle nous arriverons à Matignon. Si le budget est déjà en discussion, il faudra faire des amendements. C'est une opération périlleuse, absolument pas satisfaisante.

À l'international, vous aurez à traiter des guerres en Ukraine et à Gaza. Comment la « diplomatie de la paix » peut-elle se concrétiser, alors que les Affaires étrangères sont en général un domaine réservé au président de la République ?
La cohabitation doit fonctionner. C'est déjà arrivé par le passé, et je ne suis pas inquiète à ce sujet. Nous n'avons pas de différences majeures en matière de politique étrangère. Il est nécessaire de reconnaître rapidement l'État de Palestine, mais ce n'est pas à rebours de la politique étrangère menée jusqu'ici par la France. Il faudra de la concertation. Il n'est pas question que le président de la République et la première ministre s'affichent désunis à l'échelle européenne comme internationale.

Vous tenez votre légitimité du choix des quatre partis du NFP, lesquels affichent souvent publiquement des divergences, notamment tactiques. Par exemple, sur la menace de destituer Emmanuel Macron. Comment gérerez-vous ces désaccords ?
Comme tous les premiers ministres l'ont fait auparavant. Des désaccords, il y en a toujours dans les partis eux-mêmes. Je ne me pose pas en arbitre. Les discussions au sein du NFP sont saines et productives. J'ai été amenée à m'exprimer sur la question de la destitution. Ce n'est pas l'option que je privilégie. En revanche, il me semble légitime de chercher à mettre un terme à la situation actuelle. La gauche surprend jour après jour. Personne ne pensait qu'elle parviendrait à s'unir pour les législatives, puis qu'elle trouverait un nom pour Matignon. Beaucoup pensaient que l'union de la gauche exploserait dans le mois suivant les élections. En réalité, elle est toujours là, nous l'avons montré vendredi à l'Élysée.

Vous n'êtes donc pas *« prisonnière de votre camp »*, comme l'a écrit *l'Opinion* ?
Pas du tout. Je suis assez libre. Je n'ai jamais pensé à devenir première ministre. J'ai un engagement associatif sincère, un travail passionnant auquel je suis attaché. Je ne suis prisonnière de rien, même si j'ai accepté cette mission. J'ai la légitimité que m'ont accordée les quatre partis du NFP. En réalité, ils me laissent beaucoup de place. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR DIEGO CHAUVET

Montpellier (Hérault), envoyé spécial.

À Montpellier, les communistes veulent réorganiser leur parti

Le PCF demeure influent malgré les défaites électorales et une extrême droite à son plus haut niveau historique, plus menaçante que jamais. Lors de leur université d'été, les militants se sont donné un second souffle pour la rentrée.



« A*près la période qu'on vient de vivre, ça re-booste…* » Avant de rentrer dans l'Aude, le secrétaire de la section de Narbonne, Patrick Castey, exprime un sentiment très partagé après l'université d'été de son parti, le PCF. Préoccupé par la situation politique mais galvanisé par ces trois journées studieuses dans le grand auditorium du Corum de Montpellier. Un rendez-vous qui a commencé fort, vendredi en fin de journée, avec l'arrivée de Lucie Castets et de Fabien Roussel, sous les ovations des militants communistes. La candidate du Nouveau Front populaire (NFP) à Matignon, inconnue du grand public il y a un peu plus d'un mois, était très attendue après sa rencontre avec Emmanuel Macron et le sujet de sa nomination à Matignon aura occupé les discussions entre militants en marge des ateliers qui se sont succédé jusqu'à dimanche en fin de matinée.

Mais c'est bien la « *période* » traversée par le PCF, dont parle Patrick Castey, qui a mobilisé les adhérents et devrait les occuper dans les mois qui viennent. Lors de son allocution de samedi soir, Fabien Roussel abondait : « *Cette période est pleine de contradictions. Elles nécessitent une analyse profonde, à l'échelle nationale comme locale.* » Le Parti communiste exerce toujours une forte influence sur la vie politique française, comme il l'a encore montré dans la séquence qui a vu la création du NFP et les négociations pour trouver un nom à proposer pour Matignon. Pourtant, aux élections européennes, il n'a pas réussi à faire mieux qu'en 2019 (2,5 %). Et, aux législatives, il a perdu quatre députés.

Léon Deffontaines, tête de liste aux élections européennes, s'est livré à une analyse de ces échecs devant les militants. S'il note une augmentation de 3 points des quatre listes de gauche entre 2019 et 2024, celle-ci serait due, selon lui, à « *un vote à gauche d'électeurs macronistes, et une augmentation de la participation dans des territoires acquis à la gauche* ». Mais, aux deux scrutins, « *nous ne sommes pas parvenus à aller chercher de nouveaux électeurs dans les classes populaires* », déplore le dirigeant communiste, avant de suggérer un « *grand débat* » pour « *réorganiser notre parti afin que de tels échecs ne se reproduisent plus* ».

REPORTAGES

Le niveau historique de l'extrême droite s'est également retrouvé au centre des discussions. « *Je suis du milieu hospitalier*, pointe une militante, *et j'ai entendu dire dans les couloirs que si la gauche arrivait au pouvoir, nous serions appauvris.* » Une autre souligne le « *lien direct entre qualité de vie au travail, abstention et vote RN* ». Le député communiste de l'Allier, Yannick Monnet, réélu de justesse face au RN, souligne, lui, ce qu'il a relevé de la nature de ce vote : « *Nous avons mené une campagne très difficile dans un territoire très fracturé. (…) J'ai vu la montée en puissance d'un racisme d'adhésion. On ne peut plus continuer à penser que les gens qui votent RN sont juste malheureux* », explique-t-il devant ses collègues Nathalie Oziol (FI) et Jean-Louis Roumégas (EELV), aux côtés d'Emma Rafowicz (PS) et Igor Zamichiei (PCF). Ce dernier pointe une « *invisibilisation des ouvriers et des employés, la place prise par les réseaux sociaux, qui enferment les gens* ». « *Tout cela a conduit au recul des repères de classe, à une structuration identitaire qui nourrit la progression de l'extrême droite* », estime le dirigeant communiste.

C'EST UN CHANTIER QUI NE FAIT QUE COMMENCER

Pas question cependant de céder à une forme de défaitisme. Le NFP est venu montrer qu'il existe une issue. C'est Jean-Louis Roumégas qui le rappelle : « *Au soir de la dissolution, tous les journaux s'imaginaient un gouvernement Bardella. C'est la gauche qui a empêché l'extrême droite d'arriver au pouvoir* », salue le député écologiste.

Les militants, eux, s'attachent à ce qu'ils connaissent le mieux : le terrain. C'est sur celui-ci qu'ils comptent non seulement reprendre la main face au RN, mais aussi relancer leur parti. « *Il faut aider le mouvement social à se construire, et les gens à faire de la politique* », lance une jeune militante à Léon Deffontaines. « *Le PCF est le parti qui est en capacité de le faire*, ajoute-t-elle. *Mais il faut engager des moyens, sur le terrain comme sur les réseaux.* » Pour les communistes, c'est un chantier qui ne fait que commencer. En attendant les événements politiques de la rentrée, ils ont déjà un calendrier pour poursuivre leur travail de réflexion et de réorganisation. Fabien Roussel leur a annoncé un conseil national le 7 septembre, puis une conférence nationale « *d'ici la fin de l'année* ». Et, en attendant, rendez-vous est pris pour la Fête de l'Humanité, les 13, 14 et 15 septembre.

DIEGO CHAUVET



Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, le 24 août, à Montpellier. JULIEN JAULIN/HANS LUCAS



Jean-Luc Mélenchon, à Châteauneuf-sur-Isère (Drôme), le 23 août. EMMANUEL DUNAND/AFP

La France insoumise entend rester la force centrale à gauche

Réunie aux traditionnels Amfis dans la Drôme, la FI a poussé pour envoyer Lucie Castets à Matignon au nom du Nouveau Front populaire. Coalition dont le mouvement veut rester le pivot pour qu'un programme de rupture soit appliqué.

Châteauneuf-sur-Isère (Drôme), envoyé spécial.

Ils n'ont pas attendu de la rencontrer pour l'adopter : *« Lucie Castets à Matignon, sinon Macron destitution »*, chantent à tue-tête les militants insoumis depuis les Amfis, leur université d'été de Châteauneuf-sur-Isère (Drôme). *« Elle fait consensus car elle n'appartient à aucun parti. Face au RN, elle incarne le retour des services publics »*, loue Camille, 30 ans. Et Léa, *« éternelle optimiste »* venue de Nice, d'ajouter : *« Emmanuel Macron n'a d'autre choix que de la nommer. C'est la fin de la Macronie. Et s'il faut aller dans la rue, on ira ! »*

Tous font bloc derrière la candidate du Nouveau Front populaire (NFP) à la fonction de premier ministre, y compris Jean-Luc Mélenchon, qui assure que *« Lucie Castets n'est pas une insoumise mais elle le mériterait »*. *« Nous n'attendons qu'une chose, c'est de pouvoir enfin répondre aux besoins du peuple français. Ce (qu'Emmanuel Macron) aurait dû faire il y a déjà au moins un mois en nommant Lucie Castets à Matignon »*, rappelle Mathilde Panot, présidente du groupe FI à l'Assemblée.

> « Nous n'attendons qu'une chose, c'est de pouvoir enfin répondre aux besoins du peuple français. »
>
> MATHILDE PANOT, PRÉSIDENTE DU GROUPE FI À L'ASSEMBLÉE

Dans des Amfis résolument orientés vers la lutte antifasciste, Lucie Castets n'a donc eu aucun mal, samedi, à embarquer avec elle les milliers d'insoumis réunis près de Valence. *« Notre gouvernement assumera la rupture idéologique avec les politiques qui sont menées »*, leur promet-elle lors de son grand oral, dans lequel elle fait observer que, *« le rôle de l'État, c'est de réguler »*. Le mouvement dirigé par Manuel Bompard prévoit d'ailleurs d'accentuer la pression sur le président de la République, menacé d'une procédure de révocation : les *« caravanes de la destitution »* sont donc lancées, avec une pétition. Une façon, aussi, de donner le tempo à une gauche dont la FI veut rester la force centrale.

DÉTERMINÉS À FAIRE PLIER EMMANUEL MACRON

« Les socialistes sont le seul problème que rencontre l'unité du NFP, affirme Jean-Luc Mélenchon en référence à l'aile droite du PS, qui envisage une coalition sans eux. *Expulser les insoumis de la coalition, c'est condamner la gauche à être perpétuellement minoritaire. »* Aux velléités des sociaux-libéraux, dont certains envisagent une coalition avec le camp présidentiel, les insoumis, comme Manuel Bompard, répondent qu'ils sont *« les garants du programme »* puisque ce dernier a pour base l'Avenir en commun, le projet présidentiel de Jean-Luc Mélenchon. *« Aujourd'hui, nous n'avons jamais été aussi cohérents, unis et en osmose. Qu'ils règlent leurs affaires »*, leur enjoint la députée Sophia Chikirou. *« Malgré les tentatives de division du NFP, les socialistes ne sont pas prêts à monter sur le radeau de la Méduse »*, veut croire le député Hadrien Clouet.

Pour autant, la FI a déjà commencé à évoquer un potentiel soutien sans participation au gouvernement Castets (lire pages 2 et 3). Preuve, d'après Manuel Bompard, que les insoumis n'auraient aucune volonté hégémonique : *« C'est encore à nous de faire les pas, de faire les gestes. (...) Pour nous, l'intérêt du peuple est plus important que nos intérêts personnels. »* C'est donc déterminé à faire plier Emmanuel Macron que le mouvement aborde l'incertaine séquence politique, avec un mantra : *« Censure, mobilisation, destitution. »* ■

EMILIO MESLET



Le double objectif des Écologistes

Tout en assumant l'unité à gauche, les Verts préparent les élections de 2026, avec des ambitions dans le monde rural mais sans réellement tirer le bilan de leur échec aux européennes.

Tours (Indre-et-Loire), envoyée spéciale.



« S*ervez-vous, il y a du blanc et du rouge bio de la région »*, sourit Marie Toussaint au milieu d'une guinguette improvisée dans un recoin de l'île Balzac, à Tours. C'est là que les Écologistes tiennent leurs journées d'été (JDE) annuelles. Ici, on trinque bien sûr à la possibilité de voir Lucie Castets – extrêmement bien accueillie lors de sa visite jeudi – devenir première ministre. Mais pas seulement. Ces JDE sont également pour les Verts et leur candidate aux européennes l'occasion de rencontrer leurs militants, de s'expliquer sur le revers subi dans les urnes.

Car, depuis le 9 juin, les Écologistes n'ont pas pris le temps du bilan. *« 5,5 % (comparés aux 13,4 % de Yannick Jadot en 2019), c'est un échec pour l'écologie, ça faisait longtemps qu'on n'avait pas fait un aussi faible score*, admet Marie Toussaint. *Je n'ai pas réussi à fendre l'armure. J'ai peut-être voulu porter trop de choses et trop de choses nouvelles. »* Mais beaucoup, comme son colistier Christian Lammens, aimeraient interroger la direction sur cet échec, et notamment *« sa décision de faire liste unique »*. *« Les JDE sont un temps tourné vers l'extérieur, pas un temps d'introspection. Il faudra prendre le temps de se poser et de dialoguer »*, évacue Marine Tondelier, la secrétaire nationale.

« SE RÉANCRER DANS LES TERRITOIRES »

Son parti est, en réalité, déjà tourné vers deux objectifs : la nomination de Lucie Castets à Matignon et les municipales de 2026. Pour ces échéances, plus personne ne semble remettre en question la nécessité de l'union. *« Ma majorité municipale à Lyon est faite de composantes du NFP, on est une sorte de précurseur de ce qui s'est joué »*, analyse Grégory Doucet, l'édile de Lyon. Les Écologistes veulent continuer à jouer le rôle *« de liant entre les partis du NFP »*. Mais sans délaisser leur singularité, avertit Éric Piolle, maire de Grenoble : *« L'enjeu des prochains mois sera d'amener notre contenu d'écologie politique dans l'union. »* Pour élargir leur socle électoral, ils entendent miser sur des sujets, pour l'heure, trop peu investis, comme le rapport à la voiture dans le monde rural ou les services publics. *« Il nous faut montrer que la gauche, que l'écologie s'intéressent à la vie des gens. Nous avons du travail pour nous réancrer dans les territoires non urbains »*, prescrit le député Charles Fournier. Peut-être aussi en affirmant davantage le lien entre écologie et social, comme l'indique le nouveau nom de leur groupe « Écologiste et social » à l'Assemblée, lequel accueille désormais les anciens insoumis Clémentine Autain, François Ruffin et Alexis Corbière, accueillis à Tours par leur nouvelle famille politique. ■

LISA GUILLEMIN

« Une œuvre d'art est un coin de la création vu à travers un tempérament. » Émile Zola

L'HOMME DU JOUR


LISI NIESNER/REUTERS

Lewis Hamilton

On ne l'attendait pas sur ce terrain. Lors du Grand Prix des Pays-Bas, ce week-end, le pilote britannique a critiqué la politique de son pays vis-à-vis des réfugiés et déplacés d'Afrique. Après une visite cet été au Sénégal, au Maroc et dans le camp de Maratane (nord du Mozambique), géré par les Nations unies, le septuple champion du monde a assuré : *« Nous avons besoin de plus d'empathie, c'est certain. »* Déjà impliqué dans des projets liés à l'égalité et à la diversité en Formule 1, Lewis Hamilton s'est dit particulièrement touché par le sort des femmes et des enfants : *« C'est une chose de lire des articles sur le sujet ou de passer aux nouvelles, mais c'est une autre chose de voir ou de parler à des enfants qui font 10 kilomètres à pied pour aller à l'école, puis 10 kilomètres à pied pour en revenir. »*

LINA SANKARI

C'EST UN SCANDALE

Les femmes afghanes rayées de l'espace public

Les femmes continuent d'être effacées de l'espace public afghan. Trois années après leur retour au pouvoir, le 15 août 2021, les talibans ont promulgué une loi de 114 pages pour « la prévention du vice et la promotion de la vertu », interdisant aux Afghanes de chanter, de réciter de la poésie et de lire à voix haute en public. L'article 13 rappelle que leur corps doit être entièrement voilé y compris devant les hommes et femmes non musulmans afin d'éviter la *« corruption »*. Elles n'ont pas non plus le droit de se parfumer et de se maquiller, et ne doivent plus regarder les hommes avec lesquels elles ne sont pas mariées ou liées par le sang. Jusqu'alors autorisées à se déplacer seules dans un rayon de 70 kilomètres de leur domicile, elles ne peuvent désormais plus sortir sans un homme de leur famille.

L'œil de Bobika



LA BONNE NOUVELLE L'espoir d'un vaccin contre le cancer du poumon

La phase d'essais cliniques vient d'être lancée, ont annoncé les chercheurs de BioNTech. Le vaccin BNT116, à base d'ARN messager (comme pour le Covid), cible le cancer du poumon non à petites cellules, qui représente 85 % des cas. Il vise à renforcer la réponse immunitaire tout en épargnant les cellules saines. Une première mondiale qui suscite un espoir majeur, affirme le Dr Sarah Benafif, qui dirige l'étude. Chaque année, 1,8 million de personnes succombent à cette maladie, première cause de mortalité par cancer dans le monde. Le premier essai de phase 1 a été lancé sur 130 patients à différents stades de la maladie, dans 34 centres de recherche : Royaume-Uni, États-Unis, Allemagne, Hongrie, Pologne, Espagne et Turquie. Les phases 2 et 3 ont pour objectif de généraliser ce vaccin à l'échelle mondiale et de sauver des milliers de vies. Les chercheurs espèrent que, en complément des traitements immunothérapeutiques existants, ce vaccin pourra améliorer de façon importante les taux de survie.

LATIFA MADANI

L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Grand écran Le festival du cinéma américain de Deauville se déroulera du 6 au 15 septembre sans le trompettiste Ibrahim Maalouf. Membre du jury de cette édition, il a finalement été écarté par Aude Hesbert, la nouvelle directrice du festival. En 2017, le musicien avait été accusé d'agression sexuelle commise en 2013 sur une collégienne de 14 ans en stage dans son studio.

Macronie Fin juillet, la présidence a ouvert à Paris un petit musée pour faire découvrir aux touristes l'Élysée vu de l'intérieur. Mais quand on s'y attarde et qu'on regarde d'un peu plus près, l'exposition ressemble plus à une ode au président de la République qu'à un voyage patrimonial. Reportage.



C'EST UN MONDE

Des astronautes bloqués jusqu'en février dans l'ISS

Voilà qui interroge sur la privatisation des missions spatiales. Coincés depuis juin dans la Station spatiale internationale (ISS), les deux astronautes Butch Wilmore et Suni Williams, qui auraient dû revenir sur Terre après une mission de huit jours, *« (reviendront) avec l'équipage Crew-9 en février, et Starliner (le vaisseau de Boeing sur une mission de SpaceX – NDLR) reviendra sans équipage »*, a expliqué le patron de la Nasa, Bill Nelson. L'agence états-unienne a considéré que les problèmes détectés sur le système de propulsion du vaisseau remettaient en question la fiabilité de l'engin. Starliner pourrait ne pas être en mesure de réaliser la poussée nécessaire afin d'arracher le vaisseau de son orbite et entamer sa descente sur Terre. L'image de Boeing, déjà écornée par une série de dysfonctionnements sur ses avions, se ternit un peu plus. Inaugurée en 1998, la très coûteuse Station spatiale internationale était conçue pour une durée de trente ans, jusqu'en 2028, mais devrait abriter des missions jusqu'en 2031. Les contrats avec le privé devaient initialement permettre à la Nasa de préparer l'après-ISS. *« Quel endroit génial, c'est super d'être de retour ici »*, avait déclaré l'astronaute Suni Williams, début juin, à son arrivée dans la station spatiale.

COUP DE PROJECTEUR

Massive Attack soutient Gaza

Le groupe pionnier du trip-hop a électrisé Rock en Seine samedi 24 août avec un concert innovant, politique et militant. Les Massive Attack ont, comme d'habitude, offert un festival de sons, d'images, de vidéos, de créations graphiques et de messages chocs. On a pu voir sur les méga-écrans une série d'images, d'informations et de chiffres sur le massacre en cours en Palestine. En lettres géantes, cette phrase : *« Le Conseil de sécurité vient d'approuver une résolution très attendue sur Gaza exigeant un cessez-le-feu immédiat et la libération immédiate et inconditionnelle des otages. Un échec serait impardonnable. »* Malgré ce message on ne peut plus juste et équilibré, les réseaux sociaux se sont enflammés avec des commentaires tels que : *« @MassiveAttack en plein délire propagande de Daesh »* ou *« Arrêtez de politiser l'art ! »*.



L'explosion d'une bouteille de gaz le 24 août, n'a fait qu'une seule victime : un policier municipal légèrement blessé. PASCAL GUYOT/AFP

Émoi après l'attaque de la synagogue de La Grande-Motte

TERRORISME Alors que l'assaillant présumé a été interpellé dans la nuit du 24 au 25 août, la tentative d'attentat témoigne d'une forte poussée d'antisémitisme. Un rassemblement a eu lieu dimanche soir, à Paris, pour affirmer la solidarité avec les juifs de France.

C'est Gérald Darmanin sur X qui l'a annoncé dans la nuit de samedi à dimanche : l'assaillant présumé de la synagogue de La Grande-Motte (Hérault) a été interpellé samedi soir à Nîmes, dans le Gard. À 23 h 35, les hommes du Raid ont lancé l'assaut dans une tour du quartier Pissevin, le suspect aurait ouvert le feu et a été blessé au visage. Il s'agit d'un Algérien de 33 ans résidant légalement en France. Sa garde à vue débutera *« quand il aura été soigné »*, a précisé le parquet national antiterroriste, qui a ouvert une enquête pour « tentative d'assassinats en relation avec une entreprise terroriste, destructions par moyen dangereux en relation avec une entreprise terroriste et association de malfaiteurs terroriste en vue de préparer des crimes d'atteinte aux personnes ». L'homme interpellé est celui qui apparait sur les images de vidéosurveillance de la synagogue, en train de quitter les lieux en courant, après l'incendie et l'explosion. Un keffieh rouge sur la tête, un drapeau palestinien autour de la taille, il tient dans chaque main une bouteille en plastique contenant un liquide jaunâtre. À sa ceinture dépasse ce qui pourrait être la crosse d'une arme de poing.

Le 24 août au matin, la synagogue Beth Yaacov Atlan, située dans une zone résidentielle de La Grande-Motte, a été la cible d'une attaque perpétrée à l'aide de plusieurs véhicules enflammés et d'une bouteille de gaz. Quatre bonbonnes se trouvaient sous la pergola, dans l'enceinte de la synagogue, près du barbecue. *« Celle qui a explosé aurait été ouverte par l'assaillant lui-même, dans le patio de la synagogue. Les trois autres étaient heureusement vides »*, a détaillé à l'AFP Stéphan Rossignol, le maire de la commune. À l'heure de l'attaque, cinq personnes se trouvaient dans le bâtiment, dont le rabbin, mais aucune n'a été blessée. La seule personne touchée est un policier municipal, victime, sans trop de gravité, du souffle de l'explosion.

Le premier ministre et le ministre de l'Intérieur démissionnaires se sont rendus sur place quelques heures plus tard. *« Si la synagogue avait été remplie de fidèles à ce moment-là, probablement il y aurait eu des victimes humaines. Nous pouvons considérer que nous avons échappé à un drame absolu »*, a commenté Gabriel Attal, précisant que 200 policiers avaient été mobilisés pour retrouver l'auteur de l'attaque. Pour sa part, Gérald Darmanin a enjoint l'ensemble des préfets de France de *« renforcer immédiatement la présence statique des forces de l'ordre devant les lieux de culte juif »*. Présent dans l'Hérault, à Montpellier, à l'occasion de l'université d'été du PCF, Fabien Roussel s'est lui aussi rendu sur les lieux de l'attaque et a dénoncé *« un acte grave et inadmissible »*.

AGRESSIONS ET MENACES EN HAUSSE

Cette attaque s'inscrit dans un contexte de forte hausse des actes antisémites sur le territoire français : 887 faits (agressions, menaces, appositions de croix gammées) ont été recensés au premier semestre 2024, contre 304 en 2023 à la même période. Ces actes ont bondi depuis les attaques terroristes du Hamas en Israël le 7 octobre et la riposte de l'État hébreu, qui a depuis dix mois provoqué la mort de plus de 40 000 Gazaouis et en a blessé près de 100 000.

« Il n'y a plus une seule semaine sans que l'actualité évoque l'antisémitisme, dans les actes ou les polémiques médiatico-politiques. On assiste dans le même temps à une augmentation rapide des actes islamophobes et racistes avec des attaques de mosquées, notamment à Cherbourg, Morlaix et Montauban », a dénoncé SOS Racisme en appelant, aux côtés de la Ligue des droits de l'homme, du Réseau d'actions contre l'antisémitisme et tous les racismes, des Guerrières de la paix, du Mrap, de la FSU, de l'Unef, à se rassembler dimanche soir *« contre l'antisémitisme et tous les racismes »*. *« On se rassemble avec d'autres organisations de gauche pour signifier que l'on ne s'habituera jamais à l'antisémitisme et que les juifs ont toute leur place en France*, explique Lorenzo Leschi, porte-parole du collectif Golem, à l'initiative de la manifestation. *Il faut vraiment prendre la mesure de la violence qu'ils subissent, de leur souffrance, face à laquelle les autorités semblent impuissantes. On attend une prise en compte des juifs de France au-delà des enjeux électoraux. Cela peut passer par une meilleure régulation des réseaux sociaux, qui permettent la diffusion d'un climat antisémite favorisant les passages à l'acte, notamment en laissant entendre que les juifs de France sont responsables ou complices de la guerre que mènent les dirigeants israéliens à Gaza. S'en prendre aux personnes juives n'aide en rien la cause palestinienne, elle ne fait au contraire que l'affaiblir. »* ■

EUGÉNIE BARBEZAT

EN LUTTE

DÉBRAYAGE À LA PJJ

À l'appel de l'intersyndicale, les quelque 9 000 agents de la protection judiciaire de la jeunesse seront en grève, ce jeudi 29 août. Ils dénoncent notamment le non-renouvellement de 500 postes de contractuel.

ÉQUARISSEURS SATURÉS

Deux usines de l'entreprise d'équarrissage Atemax dans le nord de la France sont saturées. Cette hausse de l'activité est provoquée par une surmortalité des animaux d'élevage liée à la chaleur. Le ministère a promis une *« reprise totale des collectes »*.

L'ACADÉMIE DE CRÉTEIL EN GRÈVE

À l'appel du syndicat Sud éducation, les personnels de l'académie de Créteil cesseront de travailler du 26 août au 31 octobre. Ils réclament, entre autres, le remplacement des travailleurs absents, et la prise en charge des risques environnementaux.

La détresse des petites mains du Cojop

INJUSTICE Des salariés en CDD pour les jeux Olympiques et Paralympiques embauchés en « forfait jours » dénoncent des semaines de 60 heures de travail. Le tout, sans paiement des heures supplémentaires, non comprises dans leurs contrats.

Si les jeux Olympiques ont été une belle fête, c'est en partie grâce à eux : les travailleurs du Comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques (Cojop). Sans leurs efforts, il aurait été difficile pour les spectateurs de trouver leurs repères entre chaque épreuve sportive. Pourtant, à deux jours de la cérémonie d'ouverture des jeux Paralympiques, mercredi 28 août, de nombreux salariés de Paris 2024 éprouvent un sentiment d'amertume. C'est le cas de Cassandra (1). *« En réalité, l'événement a été une grosse désillusion à plein d'égards. »*

Coincée à Paris pour l'été, la jeune femme voulait profiter du temps qu'elle avait pour participer à l'événement sportif. Elle a donc postulé en juin à une offre d'emploi diffusée sur Internet. *« L'intitulé du poste était "héros de l'ombre"*, explique Cassandra. *Je ne savais pas à quoi cela correspondait, mais je me suis dit que les salariés pourraient profiter des Jeux. »* Aussitôt rappelée pour une embauche en CDD, elle est interpellée par la forme du contrat : il s'agit d'un statut cadre et au forfait jours. C'est-à-dire que la salariée n'est pas payée au nombre d'heures travaillées, mais en fonction du nombre de jours ouvrés et que, légalement, un planning ne lui est pas imposé.

« Compte tenu de son emploi et de ses fonctions, l'employée dispose d'une autonomie significative dans la gestion de son emploi du temps », précise le contrat. Pourtant, la réalité s'éloigne des écrits. La salariée, qui explique gagner environ *« 2000 euros net »*, se retrouve avec des emplois du temps imposés et des amplitudes horaires insoutenables : *« La semaine avant l'ouverture des Jeux et celle qui l'a suivie ont été les plus intenses. J'ai dû travailler 60 heures, six jours sur sept. »* Le tout sans que ces heures supplémentaires *« (lui) soient payées »*.

Stéphanie (1) partage la même colère. Également recrutée en juin par le Cojop, cette étudiante *« qui a besoin d'argent »* dénonce une *« véritable injustice »*. *« Beaucoup de jeunes ou de personnes précaires ont été embauchés, car la direction sait très bien qu'on a besoin d'argent »*, fulmine-t-elle. Les remerciements adressés aux *« équipes de Paris 2024 »* par Tony Estanguet, président du Cojop, au soir de la cérémonie de clôture des JO ont d'ailleurs sonné bien creux. *« C'est infect de nous remercier en public alors que nous sommes en réalité exploités »*, lâche la jeune femme.

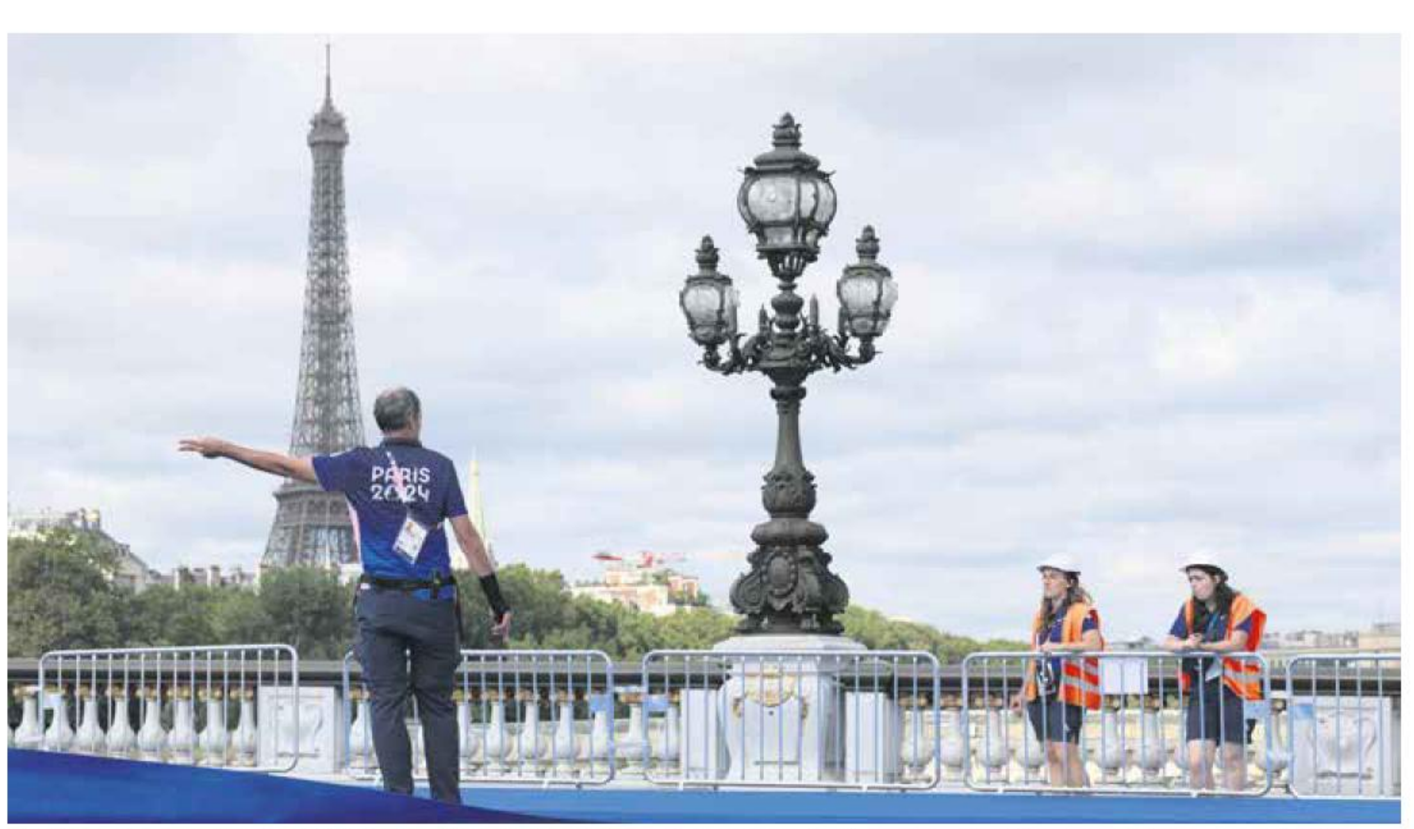
Une situation qui a poussé l'union départementale (UD) CGT 93 à exiger une rencontre avec Paris 2024. En amont des JOP, la CGT avait mis en place un numéro vert pour permettre aux salariés de témoigner de leurs difficultés. *« Certains travailleurs ont accepté de signer ces contrats en se doutant de quelques dépassements d'horaires. Mais ils ne s'attendaient absolument pas à une situation de cette ampleur »*, explique Kamel Brahmi, secrétaire général de l'UD CGT 93

LA CGT EXIGE DES REQUALIFICATIONS

Selon le syndicaliste, Paris 2024 ne respecte pas les 11 heures de repos imposées par la loi entre deux journées de travail. *« On a demandé à certains salariés qui avaient fini leurs journées à 23 heures d'être présents le lendemain à 6 heures du matin »*, précise le cégétiste. Aujourd'hui, l'organisation syndicale exige des requalifications de ces contrats.

Mais la direction du Cojop n'entend pas cela de la même oreille. *« La CGT ne fait pas partie des syndicats présents à Paris 2024 et n'est donc pas légitime dans ces demandes. Nous échangeons sur une base quasiment quotidienne avec nos représentants du personnel et la CFDT, syndicat représentatif à Paris 2024 »*, a répondu la direction contactée par *l'Humanité*. Et pour les salariés qui l'accusent d'amplitude de travail horaire loin du temps de travail légal ? La direction, qui justifie l'usage des contrats « forfait jours » par *« un accord d'entreprise »*, reconnaît que l'*« activité est dense »*, mais prétend *« veiller à ce qu'elle soit organisée de façon compatible avec les règles convenues en amont avec les organisations syndicales représentatives dans le cadre légal »*. ■

SAMUEL EYENE



Pont Alexandre-III, à Paris, le 22 juillet. « Certains travailleurs se doutaient de dépassements d'horaires, mais pas une situation de cette ampleur », explique Kamel Brahmi, secrétaire général de l'UD CGT 93. EMMANUEL DUNAND/AFP

(1) Les prénoms ont été modifiés.

Les Serbes refusent les mines de lithium de Rio Tinto

MINERAI Au milieu de l'été, le président Aleksandar Vucic a annoncé la relance des projets d'exploitation du lithium, gelés depuis 2021. Il fait désormais face à une opposition inédite réunissant des militants écologistes et des ruraux attachés à leur mode de vie.

REPORTAGE



Belgrade, le 10 août. Sur les pancartes : « Mars de Serbie », « Ne creuse pas ». FILIP STEVANOVIC/ANADOLU/AFP

Serbie, correspondance particulière.

Chaque soir ou presque, des cortèges battent le pavé des villes de Serbie, parfois même dans de très petites bourgades bien peu habituées aux manifestations. Lundi, ils étaient ainsi des milliers dans les rues de Valjevo, d'Ivanjica et de Prijepolje. « *Des initiatives éclosent spontanément dans tout le pays, c'est cela qui est le plus inquiétant pour le régime* », note l'économiste Aleksandar Matkovic. Le 10 août, ils étaient au moins 40 000 dans les rues de Belgrade.

À la suite d'un premier « soulèvement écologique » à l'automne 2021, le président serbe, Aleksandar Vucic, avait promis l'arrêt des projets d'exploitation du lithium, mais la Cour constitutionnelle a autorisé le 12 juillet l'ouverture d'une mine dans la vallée du Jadar. Cette région de l'ouest du pays est au cœur d'un important gisement qui se prolonge en Bosnie-Herzégovine voisine, même si aucune étude sérieuse n'est jamais venue confirmer l'enthousiasme de Rio Tinto sur l'importance des réserves serbes. La compagnie minière, présente en Serbie depuis le début des années 2000, compte surtout sur l'autoritarisme d'un régime en quête de liquidités financières pour faire passer des projets plus difficiles à défendre dans des États membres de l'Union.

L'INTÉRÊT DE L'INDUSTRIE ALLEMANDE

Le 19 juillet, le chancelier allemand s'est rendu à Belgrade pour assister à la signature d'un « partenariat stratégique sur les ressources naturelles » entre l'Union européenne et la Serbie. Olaf Scholz était accompagné d'une délégation d'entreprises allemandes, dont Mercedes et d'autres constructeurs automobiles, très intéressées par le lithium et la possibilité de développer une filière complète de production de batteries électriques de voitures dans ce pays. Alors que d'autres technologies se développent, les cours mondiaux du lithium sont pourtant à la baisse, mais ce minerai a bien d'autres utilisations possibles, notamment dans les domaines aéronautique et militaire. L'Allemagne dispose elle-même d'importantes réserves, mais son exploitation a toujours de très lourdes conséquences environnementales.

Las, dès la signature de l'accord, les manifestations se sont multipliées dans la zone concernée et quasiment toute la Serbie. Bien sûr, les villageois de la vallée du Jadar, notamment ceux de Gornje Nedeljice, dont les terres sont cernées par des zones déjà expropriées au profit de Rio Tinto, restent au cœur de la mobilisation. C'est l'un d'eux, l'agriculteur Zlatko Kokanovic, qui a lancé aux dizaines de milliers de manifestants réunis à Belgrade : « *C'est en ces jours que se jouent notre avenir et celui de toute la Serbie* », soulignant que, « *si le projet d'exploitation du lithium* ■■■

et du bore dans la vallée du Jadar passe, tous les autres projets de mine prévus dans le pays passeront, et nous deviendrons une colonie minière de l'Europe ».

Dans la foule composite, on pouvait voir flotter une bannière du petit Parti de la gauche radicale, proclamant : *« L'UE ordonne, Vucic exécute, Rio Tinto profite »*, tandis que les courants plus libéraux de l'opposition espèrent que la mobilisation relancera la contestation du régime, non sans un peu d'hypocrisie puisque ce sont ces partis, quand ils étaient au pouvoir au début des années 2000, qui ont ouvert les portes à Rio Tinto. Bien loin de ces enjeux tacticiens naturellement mis en exergue par les médias proches du régime, c'est une Serbie rurale, paysanne, plutôt conservatrice et passionnément attachée à son mode de vie traditionnel qui se mobilise. Le slogan devenu viral sur les réseaux sociaux aurait été lancé par des enfants : *« Nous ne voulons pas de mine, nous voulons le village de grand-père. »* Journaliste dans la petite ville de Pozega, Miroslav Tamburic avait lancé l'expression en 2021, parlant du *« premier soulèvement éco-tchétnik de l'histoire »*, en référence aux nationalistes serbes de la Seconde Guerre mondiale.

> « Si le projet d'exploitation du lithium et du bore passe, nous deviendrons une colonie minière de l'Europe. »
>
> ZLATKO KOKANOVIC, AGRICULTEUR

ENTRE RÉPRESSION ET PROMESSE DE RÉFÉRENDUM

Cette alliance du nationalisme traditionnel et des luttes environnementales a tout pour inquiéter Aleksandar Vucic, qui croyait pourtant pouvoir dormir quelque temps sur ses deux oreilles après ses succès électoraux de l'hiver et du printemps derniers. Le président de la République a bien évoqué la piste d'un mystérieux projet *« d'agitation de masse et de coup d'État »*, naturellement ourdi par *« des agences étrangères »* et dont les services secrets russes auraient informé la Serbie, avant de tenter la carte de l'intimidation et de la répression. L'hypothèse paraît peu crédible, alors que les Occidentaux – l'UE, l'Allemagne mais aussi les États-Unis – ont multiplié les déclarations de soutien au projet d'exploitation du lithium. Elle a aussi l'effet ironique de mettre en porte-à-faux l'extrême droite prorusse et antilithium…

Dès le lendemain de l'immense défilé du 10 août, le chef de l'État s'est adressé à la nation, tentant de désamorcer la révolte en assurant qu'il voulait *« parler avec le peuple »* et les citoyens inquiets des projets d'exploitation du lithium. Il a promis qu'il se rendrait dans la zone la plus concernée, *« à Loznica, Krupanj, Mali Zvornik, Milanovac, Cacak et Valjevo »*. Il a évoqué la possibilité de convoquer un référendum, sans préciser quelle serait la question posée ni si la consultation serait locale ou nationale.

Dans le même temps, une vague de répression s'est abattue : dès le mois de juillet, des militants avaient été « auditionnés » par la police, tandis que beaucoup d'autres ont été arrêtés après les manifestations. Pour Milena Vasic, directrice du Comité des avocats pour les droits de l'homme, ces arrestations de militants écologistes accusés « d'appel à un changement violent de l'ordre constitutionnel » représentent une attaque directe contre la liberté d'expression. *« Cette infraction pénale est de plus en plus souvent utilisée pour intimider les militants »*, souligne-t-elle. *« Cette répression montre l'inquiétude du régime, qui est prêt à recourir à la violence »*, estime le député Radomir Lazović, l'un des dirigeants du Front écologiste de gauche, qui promet une poursuite du mouvement à l'automne.

JEAN-ARNAULT DÉRENS



Sur Humanité.fr

Lire aussi notre entretien avec Aleksandar Matkovic, chercheur auprès de l'institut des sciences économiques de Belgrade.



Beyrouth (Liban), le 25 août. Intervention d'Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah. MOHAMED AZAKIR/REUTERS

La tension monte d'un cran entre le Liban et Israël

PROCHE-ORIENT Le mouvement islamiste libanais avait promis de répliquer à la suite de l'assassinat par Tel-Aviv de son chef militaire. Une « première phase » qui pourrait être suivie d'autres si les pourparlers pour un cessez-le-feu à Gaza n'aboutissent pas.

Le Hezbollah a annoncé, le 25 août au matin, avoir réussi la première phase (ce qui semble en appeler d'autres) d'une attaque de représailles contre Israël. La « réponse » du mouvement libanais était prévue, quelques semaines après les assassinats ciblés de hauts commandants du Hezbollah et du Hamas palestinien.

LOGIQUE DE RIPOSTE…

Selon la chaîne libanaise d'information *Al Mayadeen*, une flotte de drones a été envoyée alors que plus de 320 roquettes Katioucha ont été tirées afin de les protéger et de forcer le système de défense israélien Dôme de fer à choisir la cible à abattre. Onze bases militaires en Israël et sur le plateau du Golan occupé ont été visées.

Moins d'une heure auparavant, l'armée israélienne avait procédé à des frappes aériennes préventives, utilisant 100 jets pour frapper plus de 40 sites de lancement du Hezbollah dans le sud du Liban. Selon Tel-Aviv, des milliers de rampes de lancement, visant principalement le nord d'Israël mais aussi certaines zones centrales, ont été détruites, ce qu'a démenti l'organisation libanaise. Le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, est revenu sur les détails de l'opération et sur sa signification politique lors d'une intervention télévisée, l'après-midi même. *« Nous avons attendu afin de permettre la tenue de négociations parce que notre objectif à travers ce front et tous ces sacrifices est d'arrêter la guerre sur Gaza »*, a-t-il expliqué.

Il a également confirmé que l'attaque visait notamment l'Unité 8200, qui dépend de l'armée et est responsable du renseignement d'origine électromagnétique et du décryptage de codes. Si les échanges de tirs sont quotidiens de part et d'autre de la frontière entre le Liban et Israël, les craintes d'une explosion régionale se sont renforcées ces dernières semaines même si l'Iran fait profil bas.

Autant de paramètres qui pourraient remettre en question les pourparlers en cours au Caire, pour un cessez-le-feu sous l'égide de trois pays négociateurs : les États-Unis, l'Égypte et le Qatar. Le Hezbollah a fait savoir depuis des mois que les attaques contre l'armée israélienne prendraient fin en cas de cessez-le-feu.

Le Hamas a accepté les propositions formulées fin mai par Joe Biden et soutenues par le Conseil de sécurité de l'ONU de mise en place de trois phases aboutissant à l'arrêt des opérations de guerre, la libération des prisonniers israéliens d'un côté, palestiniens de l'autre, et le retrait total des troupes israéliennes de Gaza.

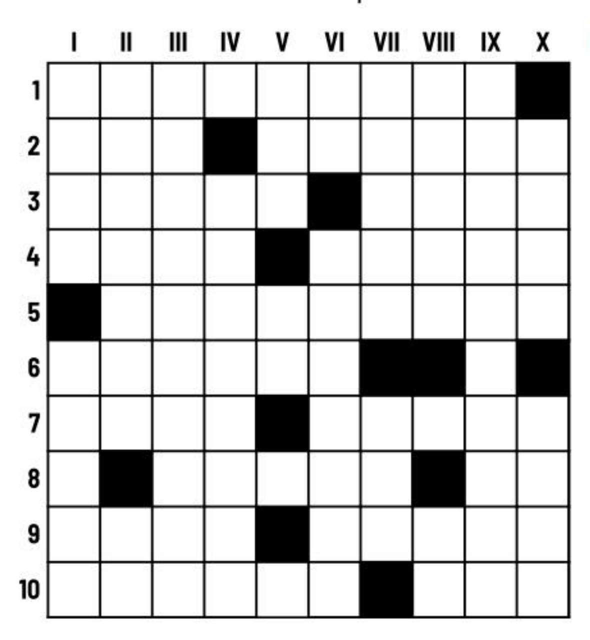
…ET VOLONTÉ D'ÉRADICATION

Mais, depuis, Netanyahou a rajouté des conditions. Il entend maintenir ses troupes dans le Sud, à la frontière avec l'Égypte (le corridor de Philadelphie) et demeurer au passage de Netzarim, qui coupe le territoire palestinien en deux, et ainsi contrôler les passages Sud-Nord et Nord-Sud.

Le chef du gouvernement israélien affiche toujours son objectif : éradiquer totalement le Hamas, ce qu'il n'est pas parvenu à réaliser alors que la guerre qu'il mène est entrée dans son onzième mois. Samedi, les combats faisaient rage à Gaza alors que l'artillerie et l'aviation israéliennes frappaient sans relâche. À Khan Younès, une maison a été touchée en pleine nuit, tuant 11 personnes, dont une femme et quatre enfants, selon un médecin de l'hôpital Nasser.

PIERRE BARBANCEY

MOTS CROISÉS N° 23 012 par Martial Dubois



HORIZONTALEMENT
1. Région du Bassin aquitain. **2.** Trou dans un mur. Avanças lentement le ventre au sol. **3.** Qui se font sans peine. Certain centre de plein air pour enfants et adolescents. **4.** Mondain prétentieux. Liquide noir. **5.** D'Eire. **6.** Croyons facilement tout ce que l'on nous dit. **7.** Paresseux. Écima. **8.** Ouvrage faisant autorité. Titane. **9.** Meurtri. Faire partir un animal sauvage. **10.** Court repos de l'après-midi. Au bout du rouleau.

VERTICALEMENT
I. Gros serpents. Patrouilles de garde. **II.** Jugement de valeur. Berne. **III.** Qui peut s'effacer lentement. **IV.** Frappées d'admiration. **V.** Lentille bâtarde. Quatre saisons. **VI.** Dans tel lieu. Un cheval dont le dos forme un creux exagéré. **VII.** Saint évêque. Cheville de golfeur. **VIII.** Arbrisseau aux propriétés vomitives. Perçu. **IX.** Plantes cultivées pour leurs feuilles aromatiques. **X.** Une commune de l'Orne. Nid d'un rapace diurne.

SOLUTION. HORIZONTALEMENT. 1. Bordelais. **2.** Ope. Rampas. **3.** Aisés. Aéré. **4.** Snob. Encre. **5.** Irlandais. **6.** Gobons. **7.** Unau. Étêta. **8.** Bible. Ti. **9.** Talé. Lever. **10.** Sieste. Usé. **VERTICALEMENT. I.** Boas. Guets. **II.** Opinion. Ai. **III.** Résorbable. **IV.** Éblouies. **V.** Ers. An. **VI.** Là. Ensellé. **VII.** Amand. Tee. **VIII.** Ipéca. Vu. **IX.** Sarriettes. **X.** Sees. Aire.

l'Humanité
Fondateur Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1er janvier 1957)
Capital social 3 000 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil.
Tél. : 09 67 32 09 34.
E-mail : oborscha@boconseilame.fr
Vente militante 01 49 22 73 47
Publicité Comédiance. Olivier Valentin, président
Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)
Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)
Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)
Directoire
Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication ; Silvère Magnon, directeur des développements
Conseil de surveillance
Jean-Louis Frostin, président
Actionnaires principaux SAS Fond d'Humanité, Association des lectrices et des lecteurs de l'Humanité
Impression POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)
Numéro ISSN 0242-6870
Dépôt légal Date de parution
Commission paritaire 1124 C 79615
Tirage du jeudi 22 août 35 512 exemplaires
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne – 60 % ou 100 % de fibres recyclées – IFDG.
Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.









Le 25 août, la flamme sort du tunnel sous la Manche, portée par l'escrimeuse Emmanuelle Assmann. L. BENOIST/AFP

Paralympisme, une histoire d'inclusion

JOP Allumée à Stoke Mandeville, en Angleterre, samedi, la flamme paralympique est arrivée dimanche à Calais, avant de commencer un périple de quatre jours à travers la France. Retour sur les origines de ces Jeux.

La pluie battante n'a pas douché l'enthousiasme. Près d'un mois après la cérémonie d'ouverture des JO, qui s'était tenue sous le déluge, la flamme paralympique a été allumée, samedi 24 août, en Angleterre. Sous des trombes d'eau et les yeux d'Andrew Parsons, président du Comité international paralympique, et Tony Estanguet, patron du Cojop, deux athlètes paralympiques britanniques, Helene Raynsford et Gregor Ewan, ont embrasé la vasque dans le stade de Stoke Mandeville. Une cérémonie prélude à quatre jours de périple pour la flamme à travers l'Hexagone, qui est arrivée dimanche à Calais, avant de rejoindre Paris et le jardin des Tuileries, mercredi 28 août.

Le choix de cette petite ville du sud de l'Angleterre ne doit rien au hasard. Berceau du paralympisme, c'est dans l'hôpital de cette commune que les premiers « Jeux mondiaux des fauteuils roulants et des amputés » voient le jour en 1948 à l'initiative du neurologue Ludwig Guttmann, spécialisé dans les blessures de la moelle épinière. Convaincu des bienfaits du sport pour la santé, ce médecin allemand organise des épreuves sportives à destination d'anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale, paraplégiques ou mutilés.

« *À l'origine, ce sont d'abord des préoccupations médicales, c'est-à-dire faire bouger les blessés de guerre et en particulier les blessés médullaires (atteinte de la colonne vertébrale – NDLR)* », explique Anne Marcellini, sociologue du sport et commissaire de l'exposition « Histoires paralympiques. De l'intégration sportive à l'inclusion sociale (1948-2024) » (1). « *La Seconde Guerre mondiale, qui vient de s'achever, laisse en effet derrière elle beaucoup de personnes mutilées. À la différence du premier conflit mondial, les progrès de la médecine permettent de garder en vie beaucoup plus de blessés.* »

DES HÔPITAUX JUSQU'AUX STADES

Seize hommes, tous vétérans, vont s'affronter en para-tir à l'arc et en netball (un dérivé du basketball) dans l'enceinte de l'hôpital. Sans le savoir, le Dr Guttmann vient de créer un nouveau mouvement sportif. Ces Jeux resteront douze ans à Stoke Mandeville, avec progressivement une internationalisation de la compétition. Dès 1952, une équipe d'anciens combattants néerlandais fait le déplacement et, en 1955, 18 nations sont représentées par plus de 200 compétiteurs, tous paraplégiques, sans qu'ils soient forcément des vétérans.

Le succès est tel que la 9e édition quitte l'hôpital pour être organisée à Rome en 1960. Neuf jours après les jeux Olympiques, la compétition se déroule sur une semaine entière avec 400 athlètes de 23 délégations différentes. Cinq mille personnes assistent à la cérémonie d'ouverture et huit disciplines sont présentes. Cette première édition est considérée comme étant celle des premiers jeux Paralympiques. Au fil des éditions, l'épreuve se développe et se structure avec la création en 1989 du Comité international paralympique (CIP) indépendamment du CIO. « *C'est une trentaine d'années de construction extrêmement riche pour le mouvement paralympique* », explique Anne Marcellini.

> **Avec l'édition de 2012, ce ne sont plus « des personnes handicapées pratiquant du sport, mais des sportifs à part entière ».**
>
> ANNE MARCELLINI, COMMISSAIRE D'EXPOSITION

En 1996, à Atlanta, 3 259 athlètes participent aux épreuves, dont 56 atteints d'une déficience intellectuelle qui peuvent, pour la première fois, concourir aux côtés de sportifs touchés par un handicap physique. Malgré leur développement, les jeux Paralympiques restent en décalage avec les jeux Olympiques, en particulier au niveau du nombre de spectateurs et de la médiatisation. L'édition de Londres 2012 marque un tournant avec 2,7 millions de billets vendus et une diffusion en continu par la chaîne britannique Channel 4, qui consacre plus de cent cinquante heures de direct rassemblant en cumulé plus de 39,9 millions de personnes. « *C'est une rupture significative dans la médiatisation du sport handicapé, dans un pays déjà impliqué dans des politiques inclusives*, souligne Anne Marcellini. *Les athlètes handicapés ont commencé à être vus non plus comme des personnes handicapées pratiquant du sport, mais comme des sportifs à part entière.* »

Le parcours de la flamme paralympique, les festivités et la médiatisation qui vont l'accompagner jusqu'à mercredi s'inscrivent dans cette évolution sociétale. Après avoir illuminé le chaudron de Calais, dimanche, la flamme s'est ensuite « démultipliée » en 12 flammes paralympiques. Durant trois jours, elles seront portées par 1 000 relayeurs à travers le pays dans une cinquantaine de villes, sur 12 relais simultanés, avant de rejoindre Paris pour la cérémonie d'ouverture, où défileront 4 400 parasportifs de plus de 180 délégations sur les Champs-Élysées. ■

PIERRE RODRIGUE

(1) Exposition visible jusqu'au 29 septembre au Panthéon, Paris 5e. Rens. : www.paris-pantheon.fr

ILS SERONT À LA FÊTE

MADEMOISELLE
Le trio renoue avec l'esprit de Rachid Taha

À l'intersection du blues, du raï et du rock, Rodolphe Burger, fondateur du groupe indépendant Kat Onoma mais aussi compère de Rachid Taha avec le Couscous Clan, le chanteur Sofiane Saidi et l'oudiste Mehdi Haddad ont formé le trio Mademoiselle. Ces trois artistes rendront hommage à la Fête de l'Humanité au rockeur punk de la casbah, le charismatique leader de Carte de séjour, décédé en 2018, et à ses créations engagées.
En 2023, la sortie du titre *One, Two, Three, viva l'Algérie* fait écho à *l'Arabécédaire*, morceau figurant sur l'album *No Sport* de Rodolphe Burger, et interprété en duo avec Rachid Taha. Un duo qui se lie autour d'un point commun : l'Alsace. Sainte-Marie-aux-Mines est la première ville d'adoption de Rachid Taha quand il débarque en 1968 de son Algérie natale, à 10 ans, pour rejoindre son père, ouvrier immigré. Né en 1957 à Colmar, Rodolphe Burger grandit, lui, en plein âge d'or du rock. Les deux artistes sont faits pour se rencontrer. Ils formeront le groupe Couscous Clan. Mademoiselle s'inscrit dans cette lignée. Rodolphe Burger a invité Mehdi Haddad sur plusieurs de ses projets (*Before Bach, le Cantique des cantiques* et l'hommage au poète palestinien Mahmoud Darwich), alors que l'oudiste avait convié le guitariste-chanteur ainsi que Rachid Taha sur *Kalashnik Love*, le premier album de son groupe de rock électro-oriental Speed Caravan. À la mort de Taha, Burger a tout de suite pensé à Sofiane Saidi et sa voix prodigieuse pour reprendre le micro de Couscous Clan. Embarquement immédiat avec les sonorités orientales et fusion rock dans l'esprit de Taha !

ALAIN GARNIER

LOUISE ATTAQUE
Allez (re)viens !

PORTRAIT Pour son 30e anniversaire, le grand groupe de rock français, s'offre une soirée brétignolaise. Il interprétera son répertoire des années 1990, que le public connaît sur le bout des doigts, et les tubes de ses derniers albums.

La tournée du groupe mythique se prolonge. Pour beaucoup, Louise Attaque est associé au souvenir des soirées endiablées où on reprenait en chœur le refrain du tube *J't'emmène au vent*. La formation remonte sur la scène de la Fête de l'Humanité pour raviver cette ambiance chaleureuse chère à ses fans.

Avec son premier album vendu à 2,7 millions d'exemplaires, qui reprend le nom du groupe, la formation francilienne avait rencontré un succès phénoménal dès la fin des années 1990. Mais, avant de produire l'un des disques les plus populaires de l'histoire de la musique française, Louise Attaque est né sur les bancs du lycée, où a fleuri une amitié entre Gaëtan Roussel et Robin Feix, chanteur et bassiste en devenir. Après avoir trouvé un batteur, Alexandre Margraff, les compères se mettent en quête d'un violoniste et croisent la route d'Arnaud Samuel, la touche qui manquait au quatuor pour être en pleine lumière.

Pour ses premiers morceaux, le groupe s'inspire du trio punk-folk américain Violent Femmes : rythmiques serrées, tempos rapides et paroles « cinglantes » deviennent sa marque de fabrique. Avec un total de six albums studio, Louise Attaque empruntera un virage pop sur *Anomalie* (2016), projet parcouru par le thème de la rupture, alors que son batteur vient de quitter le navire après plus de vingt ans de collaboration.


Arnaud Samuel, Robin Feix et Gaëtan Roussel s'offrent une dernière tournée.

PORTRAIT D'UNE HUMANITÉ FÉBRILE

Malgré ce tournant vécu comme une véritable *« tragédie »*, Gaëtan Roussel poursuit sa carrière solo, déjà bien entamée, tout en demeurant profondément fidèle à son groupe de cœur. Après avoir édité en novembre 2023 un album de duos intitulé *Eclect!que* où il collabore avec de nombreux artistes de la scène française comme Vanessa Paradis, Alain Souchon, Matthieu Chedid, Isabelle Adjani, Daniel Auteuil, Camélia Jordana ou encore Hoshi, le chanteur à la voix inoubliable réunit Louise Attaque, sa *« colonne vertébrale »*.

En 2022 le groupe propose un nouvel album, *Planète Terre*, réédité en septembre 2023, avec en prime quatre titres bonus mêlés aux 11 morceaux d'origine. Dans *Sortir de l'ordinaire*, *Nous, on veut vivre nous*, *Dézipper* ou encore *Nous n'aurons peur de rien*, Louise Attaque dépeint une humanité fébrile et pleine de contradictions confrontée à ses doutes et ses espoirs dans un monde plongé dans le chaos. L'atmosphère idéale pour embarquer les foules une toute dernière fois, puisque Louise Attaque fait ses adieux à la scène dans toute la France. On t'emmène ?

CARLOTTA PENQUER-YALAMOW

l'Humanité
LUNDI 26 AOÛT 2024.

À la Mousson d'été, le texte au travail

THÉÂTRE Jusqu'au mardi 27 août, la trentième édition du festival lorrain fait entendre les écritures contemporaines sous toutes leurs formes.

Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Moselle), envoyé spécial.

Sous les ogives de l'immense abbaye des Prémontrés, à Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Moselle), les conversations résonnent dans un joyeux brouhaha. Depuis sa création il y a trente ans, la Mousson d'été fait chaque année s'exaucer les écritures contemporaines le temps de lectures et de « mises en espaces » éphémères qui donnent le pouls des dramaturgies d'aujourd'hui. Pendant cinq jours, auteurs, metteurs en scène, comédiens et public s'y croisent et cohabitent.

Dans ce monument religieux du XVIII[e] siècle transformé en centre culturel, le texte n'est pas sacralisé, il est mis au travail, à voix haute et feuilles en main, avec le concours d'une troupe éphémère mêlant comédiens fidèles et nouveaux venus, dirigés par des metteurs en scène invités. Le matin, à l'étage, 80 participants à l'université d'été découvrent et explorent les pièces du programme dans des ateliers donnés par des auteurs ou des chercheurs rompus à l'exercice.

Le soir de l'ouverture, le 22 août, casque sur la tête, le public s'installe de part et d'autre d'un plateau où les comédiens naviguent d'un micro à l'autre pour y glisser les mots d'une parole intérieure. Véronique Bellegarde, directrice de



BORIS DIDYM

Noémie Moncel, Charlotte Leonhardt et Simon Jacquard (de gauche à droite) dans *Loin de la boue où l'on s'endort*, un récit à trois voix qui évoque les souvenirs d'enfance d'une fratrie.

l'événement depuis 2022, est à l'œuvre avec une mise en espace de *Ces yeux*, du Norvégien Jon Fosse, qui s'inscrit, aux côtés de Magne van den Berg, Sara Stridsberg et Monica Isakstuen, dans le « Cap au nord » annoncé par le programme.

C'est une écriture entêtante, où la polyphonie décrit un même mouvement, celui d'une conscience qui semble naître perpétuellement, contant sur un mode impressionniste la vie d'un homme et d'une femme face à l'immensité de la mer norvégienne. *« Je suis ici »*, entame une première voix. *« Nous sommes venus de la mer »*, poursuit une autre. Dans les écouteurs, le son semble venir de toutes les directions, devant et derrière, en haut ou en bas, donnant son relief et son ossature à un texte métaphysique écrit comme un défi de mise en scène.

« ON ÉCOUTE CE QUI SE RACONTE ET COMMENT ÇA S'ÉCRIT AILLEURS »

Cette lecture captée par France Culture le montre bien : à Pont-à-Mousson, le texte se déploie sous des formes multiples. Il est lancé à nu, sans micros, mis en danse ou bien en musique, comme dans les trois cabarets littéraires programmés cette année dans le chapiteau et pensés comme des cartes blanches aux artistes David Lescot, Steve Gagnon et Pascale Henry. Ici, la diversité importe. Les auteurs français tiennent bonne place aux côtés des Scandinaves, et on entend aussi des mots du Québec ou d'Autriche. *« On écoute ce qui se raconte et comment ça s'écrit ailleurs. Il n'y a pas de frontières, c'est la pensée qui circule »*, s'enthousiasme la directrice artistique.

Depuis 1995, la Mousson d'été enregistre les transformations de l'écriture dramatique, affranchie depuis longtemps des formats classiques et amenée vers des formes plus libres. Les deux jeunes auteurs français entendus en début de festival travaillent le secret et le non-dit pour effleurer des sujets de société. *Les Poules à chair*, de Sylvain Septours, est un monologue mystérieux, aux accents de *Tom à la ferme* pour son jeu de virilités dans des champs de maïs. Dirigé par Cédric Gourmelon, Achille Reggiani se met dans la peau de ce fils d'agriculteur qui observe les garçons de son village vivre une vie qui n'est pas la sienne et qu'il désire peut-être, à moins qu'il ne désire les garçons eux-mêmes.

Les auteurs et autrices occupent une place fragile, appelant régulièrement à une meilleure reconnaissance de leur statut.

Plus loin, à ciel ouvert, Simon Jacquard, Charlotte Leonhardt et Noémie Moncel donnent de la voix aux frère et sœurs de *Loin de la boue où l'on s'endort*, de Gaëlle Axelbrun, un drame familial raconté à hauteur d'enfant. Anna, Paula et Corto se regardent changer, accusant, chacun à sa façon, une tragédie muette dans une maison que l'on ne peut que deviner. L'autrice traite son sujet avec pudeur, distance et empathie. Dirigés par Carole Thibaut, les comédiens portent le texte avec justesse et sensibilité.

Dans un paysage théâtral déjà précarisé, les auteurs et autrices de théâtre occupent une place particulièrement fragile, appelant régulièrement à une meilleure reconnaissance de leur statut ou à une continuité de revenus. Le combat est difficile à l'heure où la culture subit des menaces de toutes parts, économiques autant qu'idéologiques. Mais ici, pendant une semaine, *« les auteurs sont au centre »*, comme le défend Véronique Bellegarde. Demain, ils l'espèrent, leurs pièces pourront être montées dans des théâtres. Pour l'heure, celles-ci s'écoutent à l'air libre dans un bouillonnement effervescent, se pensent et se discutent ensemble avec une attention rare. De quoi rappeler, trente ans après le premier festival, que les mots et leur poétique, contre les vents mauvais et les discours préfabriqués, importent encore. ■

SAMUEL GLEYZE-ESTEBAN

La Mousson d'été, abbaye des Prémontrés, Pont-à-Mousson, jusqu'au 27 août.



Catherine Ribeiro, à Paris, en 1982.
JOËL ROBINE/AFP

Catherine Ribeiro, la révolte au bout de la langue

DISPARITION La chanteuse est morte le 23 août, à 82 ans. Inclassable, incorruptible, elle a chanté la passion, l'amour, la révolte. Elle est restée libre, jusqu'à son dernier souffle.

Elle aurait pu suivre la route empruntée par nombre de ses pairs dans les années 1960. Sur la fameuse photo de Jean-Marie Périer, photographe officiel de la génération yéyé, on la devine, au dernier rang, entre Hugues Aufray et Eddy Mitchell. À peine la reconnaît-on. Elle ne sourit pas. Catherine Ribeiro refusera de jouer la carte de la jolie jeune fille qui se tient sage. En elle, ça bouillonne, ça tâtonne. Elle ne rentre dans aucun moule, sauvage jusqu'au bout des mots des poètes dont elle va s'emparer, en catimini, ceux de Bob Dylan ou de Leonard Cohen. *« La beauté insoumise de Catherine et sa colère chevillée à l'âme incommodent le show-business »*, disait d'elle Léo Ferré. Il avait tout juste.

« J'ai appris mon enfance, face aux fumées d'usines, par les chemins des grèves empruntés par mon père », chante rageusement cette fille d'ouvrier portugais née en 1941 dans la banlieue lyonnaise. En 1963, elle croise la route de Patrice Moullet, qui deviendra son compagnon, sur le tournage des *Carabiniers*, de Jean-Luc Godard. Jusqu'en 1993, elle jouera dans quatre films. Ce sera tout pour le cinéma.

En revanche, elle écrit déjà des poèmes, des chansons que Patrice Moullet va mettre en musique. Au printemps 1968, alors que le pays est en ébullition, Catherine Ribeiro tente de mettre fin à ses jours, comme si elle voulait définitivement tourner la page de cette époque. De 1969 à 1980, elle a la révolte au bout de la langue. *« Je ne suis pas une femme d'un parti*, disait-elle, *mais une femme qui lutte contre toutes les atteintes à la liberté dans le monde, où qu'elles se produisent. Et je lutterai jusqu'à mon dernier souffle. »* Pendant cette décennie giscardienne, elle va réaliser avec le groupe Alpes une dizaine d'albums et enregistrer de très nombreux 45-tours.

« LES PAROLES NE SONT QU'UN ACCESSOIRE »

Cataloguée « pasionaria de la chanson », elle refuse de se laisser enfermer. *« Les paroles ne sont qu'un accessoire, je préférerais qu'on en arrive presque à des onomatopées. (…) Ce que je cherche à faire, c'est détruire complètement la chanson classique, avec refrain et couplets réguliers »*, disait-elle. Voix puissante, sensuelle, elle s'entoure de musiciens qui pratiquent un folk-rock progressif aux accents symphoniques. C'est dire qu'elle ne passera plus à la radio, mais ses concerts affichent partout complet. Tout de noir vêtue, cheveux corbeau en cascade qui dessinent un bouclier, elle chante sans chercher à plaire. Solitaire mais solidaire, elle s'engage pour la Palestine, les réfugiés chiliens, l'écologie, contre la guerre au Vietnam et le président Valéry Giscard d'Estaing…

Invisibilisée dans les années 1980, elle ne cesse jamais de créer et de chanter sur scène. En 1995, elle joue au Théâtre des Bouffes du Nord le récital *Vivre libre*. Magnifique moment de communion – païenne – avec le public, qui ne l'a jamais lâchée. À partir des années 2000, ses projets n'aboutissent pas et elle se retire loin du monde.

Catherine Ribeiro s'est produite au Printemps de Bourges, aux Francofolies, à Bobino, dans des cathédrales et à la Fête de l'Humanité. Et, quand elle n'y chantait pas, on la rencontrait aux côtés de Mouloudji pour dédicacer ses disques. Elle s'y sentait bien, disait-elle. En 1993, on pouvait lire sur le programme de la Fête : *« La chanteuse Catherine Ribeiro signera, comme chaque année, ses disques à la Fête de l'Huma (stand des cheminots du 12e arrondissement de Paris, de 11 heures à 22 heures, le samedi et le dimanche). »* Qu'ajouter de plus… ■

MARIE-JOSÉ SIRACH

l'Humanité
LUNDI 26, MARDI 27 ET MERCREDI 28 AOÛT 2024.

Plutôt mourir sous les bombes que dans le silence

PLATEFORME Ancienne correspondante à Gaza, la journaliste Marine Vlahovic raconte, pour Arte Radio, comment elle maintient un contact avec des consœurs et des confrères restés sur place.

***Gaza Calling*, Arte Radio, disponible sur toutes les plateformes**



Depuis le 7 octobre 2023, près de 170 journalistes ont perdu la vie dans l'enclave palestinienne. YASMINE GATEAU

Le massacre en cours dans la bande de Gaza est total. Des civils au personnel d'organisations humanitaires, se sentir à l'abri est illusoire. Les rares journalistes restés sur place n'y échappent pas. Une enquête réalisée par 13 médias et coordonnée par Forbidden Stories, publiée le 25 juin, a même démontré que 18 journalistes gazaouis avaient été ciblés par des drones israéliens. Ces derniers mois représentent le conflit le plus meurtrier, depuis la Seconde Guerre mondiale, pour la profession. Les représailles de l'armée israélienne, en réaction à l'attaque du Hamas, le 7 octobre 2023, ont coûté la vie à près de 170 d'entre eux. Ex-correspondante pour des médias français à Gaza, Marine Vlahovic s'est retrouvée bloquée au Caire, en Égypte, suite au lancement du conflit. Face à l'impossibilité de se rendre sur place, la journaliste a décidé de servir d'intermédiaire pour ses consœurs et ses confrères qui poursuivent leur métier sous les bombes et les tirs. Elle retrace ces mois d'incertitudes et de désillusions, dans un podcast intitulé *Gaza Calling*.

Malgré les déplacements et les pannes récurrentes de réseau, des milliers de messages et des centaines d'appels audio ou de vidéos ont été échangés. Un travail de documentation colossal mené par Mohamed J. Abu Safia, Hind Al Khoudary, Hatem Hany Rawagh, Rami Abou Jamous et Islam Idhair, qui ont bravé les dangers. Car, même si les réponses sont brèves, l'important est que l'horreur de la situation soit connue. *« J'ai perdu des dizaines de connaissances, à tel point que j'arrête de compter*, regrette Marine Vlahovic. *J'apprends à faire le deuil de mes amis avant qu'ils ne disparaissent. »* Maintenir un lien, si bref soit-il, lui permet ainsi de s'assurer que ses collègues sont toujours en vie. *« On m'a juste répondu avec un petit cœur. Je ne suis pas trop petit cœur, normalement*, raconte-t-elle. *Je n'en ai jamais autant reçu et, à chaque fois, la réponse est un soulagement. C'est comme si c'était une journée de gagnée. »*

L'important est que l'horreur de la situation soit connue.

Marine Vlahovic doit aussi se battre pour que le travail des journalistes palestiniens soit pris au sérieux. *« On ne les croit qu'à moitié alors qu'ils se font décimer*, s'insurge-t-elle. *Les rédactions se méfient des infos qu'ils relayent. Ils les soupçonnent d'être à la solde du Hamas. »* Une méfiance bien plus prégnante en France, alors que les médias anglo-saxons ne *« remettent jamais en question leur travail »*. En parallèle, Marine Vlahovic fait son possible pour rejoindre la bande de Gaza. Comme lorsqu'elle *« frappe à toutes les portes »* avec des amis gazaouis qui veulent rejoindre leurs familles bloquées sur place. Ou quand, trois semaines après le début des bombardements, elle a tenté de s'infiltrer dans des délégations humanitaires autorisées à traverser le passage de Rafah, car les hôpitaux de l'enclave s'effondraient les uns après les autres. Dans les deux cas, la journaliste a dû s'arrêter à la frontière. En attendant, ses contacts restés sur place poursuivent le travail. ■

TOM DEMARS-GRANJA

Émile Breton, enfant du siècle et du cinéma

FRANCINE BAJANDE

DISPARITION Cévenol, Émile Breton est devenu journaliste par effraction et critique du septième d'art par conviction. Il a écrit dans *la Voix de la patrie*, *la Marseillaise*, *Révolution*, *Regards* et, à partir de l'an 2000, dans *l'Humanité*. Il fut aussi rédacteur en chef adjoint de *la Nouvelle Critique* de 1974 à 1980.

Émile Breton naît le 27 février 1929 à Alès (Gard), dans ce coin rouge des Cévennes marqué par les luttes ouvrières des mineurs. Son père était comptable et sa mère tenait une petite épicerie. C'est pendant les grandes grèves de 1947 qu'Émile Breton adhère au Parti communiste. Il abandonne ses études de droit à Montpellier lorsque éclatent les grèves des mines d'Alès en 1949. *« C'est là qu'il faut être »*, estime-t-il. Il décide de se consacrer au militantisme et, pour survivre, est un temps bûcheron avant d'entrer à *la Voix de la patrie*, journal communiste clandestin créé pendant la Résistance. Puis il rejoint *la Marseillaise*. Il travaille pour la rubrique sociale, les « infos géné », écrit des billets politiques et, au début des années 1960, commence à s'intéresser au cinéma. En 1971, il entre à *la Nouvelle Critique*, revue communiste à destination des intellectuels, puis à *France nouvelle*, fermé en 1980. Breton va ensuite écrire dans *Révolution*. Puis dans *Regards* après la fermeture politique de « *Révo* ». Enfin, à partir de l'an 2000, il intègre *l'Humanité*, où sa chronique cinématographique dure jusqu'en 2022.

Sa passion pour le cinéma s'est affûtée au fil de ses expériences et de ses rencontres. Dès 1973, il organise au Festival d'Avignon plusieurs Semaines du cinéma français ainsi qu'une Semaine du cinéma soviétique avec la complicité de Jean-André Fieschi, Jean-Patrick Lebel, Pascal Aubier et Louis Daquin, à la fois réalisateurs et critiques. Dans les années 1980, il organise des Quinzaines du cinéma soviétique à Beaubourg. Le journaliste ferraille sec avec ses confrères. Il entretient des amitiés solides et des inimitiés durables. Il a renouvelé la critique communiste du 7e art, poursuivant le travail entamé par Georges Sadoul. Ce n'est plus le message qui détermine le point de vue critique, défendait-il, mais la forme. Comme le disait Orson Welles, pour faire passer les messages, il y a La Poste.

Émile Breton pouvait piquer des colères de titan mais il était d'une droiture, d'une rigueur et d'une exigence rares. C'était une encyclopédie du cinéma à lui tout seul. Avec Luce Vigo, sa deuxième épouse, il travaille d'arrache-pied pour préserver la mémoire de Jean Vigo, dont elle est la fille. Le 23 décembre 2021, il s'est marié avec Jackie Raynal, sa dernière compagne. Les jeunes époux irradiaient de bonheur. Il était plus jeune que le cinéma, mais il est de ces enfants du siècle qui se sont forgé un imaginaire et un engagement politique en fréquentant aussi bien les réunions de cellules enfumées que les salles obscures. ■

MARIE-JOSÉ SIRACH

Premiers romans

Les Caractériels
de Martial Cavatz,
Alma éditeur,
180 pages, 18 euros

Les 408, c'étaient trois barres d'immeubles, mais pas que. Il y avait là aussi trois femmes assises sur un banc, on les appelait «les Commères». Elles n'étaient pas bien vues. On les soupçonnait de dire du mal de tout le monde, alors tout le monde en disait du mal. On racontait qu'à passer leur journée là, à ne rien foutre, on se demandait bien ce qu'elles faisaient à becter à leurs maris. Ils ne devaient bouffer que des boîtes de conserve, disaient nos parents tout en nous servant des haricots en boîte. Pas que nos mères soient des feignasses, mais on repartait rarement de la banque alimentaire avec des produits frais. Surtout, on disait que c'étaient elles qui commandaient leurs maris et qu'ils étaient bien cons de se laisser faire. Si ç'avait été de vrais mecs, ils auraient dû leur foutre une bonne raclée pour les calmer. Moi, je jouais à côté d'elles dans le bac à sable avec mes chevaux en plastique que m'avait offerts mon éducatrice. Je n'entendais pas ce qu'elles disaient, ce qui fait que je ne sais pas si elles étaient méchantes. De là, je voyais, le soir venu, leurs maris rentrer du boulot sur leurs mobylettes. Alors, elles se levaient de leur banc. J'imaginais de pauvres maris mangeant leur soupe, sur la table de la cuisine en Formica, servie par d'horribles mégères. Mais bon, à l'époque, je me disais déjà: «Chacun sa merde.»

Les aveugles aussi font du vélo

Malvoyant depuis la naissance, Martial Cavatz raconte dans *les Caractériels* son enfance à Besançon dans un milieu très populaire et sa scolarisation dans des établissements spécialisés. Un parcours aux multiples accrocs qu'il refuse de comparer à celui des transfuges de classe.

Enfant, Martial Cavatz était une *« boule de haine »*, un petit gars *« bigleux »* et rouleur de mécaniques, qui dessinait des croix gammées, *« parce que les nazis étaient les méchants dans les films »*, et recrachait sans filtre les propos racistes proférés par les adultes. C'est ainsi qu'il se décrit, avec pas mal d'humour, dans *les Caractériels*, un puzzle de fragments échappés de son enfance à Besançon, dans une famille occupée à survivre. *« Au départ, je me suis basé sur mon expérience sans avoir conscience de faire un livre. J'ai écrit en réaction à des textes sur les transfuges de classe qui ont une dimension réactionnaire inconsciente. Je trouve toujours bizarre l'héroïsation du personnage principal qui échappe à la violence alors que son milieu l'est. »* Plutôt qu'Édouard Louis, il cite François Cavanna, Louis Calaferte, John Fante ou Russell Banks, pour leur manière de raconter les classes populaires *« sans didactisme »*.

À la croisée du point de vue de l'enfant et du regard rétrospectif de l'adulte, *les Caractériels* saisissent par un ton neuf, mélange de satire, de lucidité et de tendresse sur cette famille qu'on appellerait aujourd'hui dysfonctionnelle. La mère, qui s'est vu retirer la garde de ses deux aînés, a connu la rue et les foyers. Quand Martial a 2 ou 3 ans, elle rencontre un homme avec qui elle a deux autres enfants, un garçon et une fille. Après une dizaine d'années passées au 408, un ensemble de trois immeubles rasés depuis, ils déménagent dans un quartier de petites classes moyennes : *« Dans les deux cas, ma famille n'était pas intégrée. Mes parents passaient pour des fous parce qu'ils se disputaient tout le temps. Il existait une solidarité de quartier, mais je ne l'ai pas vécue. »*



« JE ME SUIS POLITISÉ PAR DES BIAIS »

Placé dès la maternelle dans une école pour déficients visuels, Martial entre à l'internat dès ses 9 ans : *« Je ne l'ai pas ressenti comme un arrachement. J'ai vite vu ce que ça m'offrait : apprendre l'hygiène, un rythme régulier de lever et de coucher. »* Coupé toute la semaine du quartier et de sa famille, il bénéficie d'un encadrement resserré et de la *« bienveillance »* de l'équipe éducative : *« En 6e et 5e, on était trois par classe et 12 à l'internat. Si j'avais été mélangé avec 25 autres élèves, je ne donne pas cher de ma peau. »* Après une scolarité *« moyenne »*, il obtient à 19 ans un bac économique et social. *« Malvoyant mais bachelier et dessinateur satirique »* titre alors *l'Est républicain*, qui publie l'un de ses dessins de presse, fortement inspiré de ceux de *Charlie Hebdo* : *« J'ai commencé à lire* Charlie *parce que Renaud écrivait dedans. Par Renaud, j'arrive à Brassens et j'apprends qu'il écrit dans* le Monde libertaire. *Je me suis politisé par des biais. »*

Parti de chez lui à 18 ans grâce à un contrat jeune majeur, il s'installe seul dans un petit logement. En fac d'histoire, il est rattrapé par le *« contrecoup »* et fait une dépression. Parce qu'il n'a pas le choix, la pension d'invalidité lui ayant été refusée, il devient pion dans un collège, puis un lycée. Difficile, quand on travaille à côté, de se concentrer sur les études : *« J'ai fait quatre premières années de fac. Quand il a été question de me virer, un maître de conférences, François Favory, ancien du PCF, me sauve en disant qu'il faut laisser le temps à chacun de trouver sa voie. »* Bon an mal an, il obtient sa licence, sa maîtrise, s'inscrit en thèse et obtient un poste de prof contractuel dans le secondaire.

Après des années de précarité, il réussit le concours pour devenir gestionnaire du personnel à la fac de lettres de Besançon, où il est aussi élu CGT. Atteint du syndrome de l'imposteur, il mettra six ans à écrire son livre, aiguillonné par des écrivains : le Bisontin Jacky Schwartzmann, Jérôme Leroy et Arno Bertina, qui, après avoir repéré ses textes sur les réseaux sociaux, lui conseille de les envoyer à Laure Defiolles, éditrice chez Alma. *« Dans la note d'intention, j'avais écrit : "Les aveugles font du vélo tous seuls dans la cour sans se rentrer dedans." Quand elle m'a cité ça, j'ai su qu'elle avait compris. »* Concentré du roman, la phrase figure en bonne place sur la quatrième de couverture.

SOPHIE JOUBERT

Demain : *Dire Babylone*, de Safiya Sinclair. Retrouvez cet épisode sur **www.humanite.fr**

Rédacteur en chef de *l'Humanité dimanche* de 1946 à 1981, André Carrel a toujours eu ses convictions chevillées au corps. Il a pris tous les risques pour que renaisse la République, après 1940.



Au centre, André Carrel, à la droite d'Henri Rol-Tanguy (en uniforme). MÉMOIRES D'HUMANITÉ/ ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA SEINE-SAINT-DENIS

ANDRÉ CARREL

À l'avant-poste de la libération de Paris

En 1940, André Hoschiller n'est pas encore devenu André Carrel, son nom de résistant. Mais, de retour de la drôle de guerre, où il a été mobilisé dans un régiment hippomobile, le jeune communiste de 23 ans se retrouve *« profondément frappé, ulcéré, triste de l'écroulement de la nation française. (...) Dès qu'on réfléchissait un peu, on comprenait que la République était en train de s'écrouler »*, écrivait dans ses Mémoires celui qui allait devenir, durant un quart de siècle, le rédacteur en chef de *l'Humanité dimanche*. Le Parti communiste français (PCF) tout comme *l'Humanité* sont interdits depuis 1939. Il se demande comment agir, lorsqu'il rencontre, par hasard, une ancienne connaissance, le Dr Victor Laffite, secrétaire avant 1939 du Comité mondial des étudiants contre la guerre et le fascisme, dont lui-même était dirigeant : *« Une autre page de l'histoire s'ouvrait. J'allais vivre non plus la guerre imposée, mais la résistance choisie »*, écrit-il dans ses *Mémoires*. Lui qui avait adhéré en 1933 à la jeunesse communiste, puis en 1934 au PCF, par refus du nazisme et du fascisme.

Il change d'identité, devient « André Carrel ». Et se lance dans cette aventure si risquée, *« avec un côté chevaleresque, au sens de la Résistance, où l'on peut tout perdre, y compris la vie »*, écrivait Monique Houssin dans *l'Humanité dimanche* au moment de son décès, en décembre 2011. Il est affecté à l'Organisation spéciale, fondée par les communistes. Son rôle : s'occuper de la propagande et des renseignements, dont *l'Humanité*, dont il chapeaute la sortie de 316 numéros clandestins (*« 120 imprimés et 196 ronéotypés »*, écrivait-il dans le numéro de juillet-août 1994 des *Cahiers du communisme*). Il en supervise la fabrication et la diffusion, installé avec un agent de liaison dans une maison discrète de Seine-et-Marne. Dès 1941, il rejoint le Front national de lutte pour l'indépendance et la liberté. En 1943, André Tollet, qui dirige le Comité parisien de libération (CPL), fait appel à lui pour remplacer son vice-président, Charles Streber, qui vient d'être *« horriblement torturé et assassiné »*, raconte André Carrel.

« LA VICTOIRE À PORTÉE DE MAIN »

Tollet, dès l'annonce du Débarquement, le 6 juin 1944, a une idée en tête : que Paris se libère lui-même. *« Notre souci, au CPL, était de recevoir dans une capitale libérée le gouvernement d'Alger conduit par le général de Gaulle. Cela pour éviter toute magouille politicienne des Anglo-Américains, toute mise sous tutelle de la France. Éviter ce qu'ils avaient fait en Italie. Cela impliquait un Paris qui ne soit pas passif, si possible libéré, en tout cas avec des masses populaires en mouvement »*, confiait-il lors d'un *Club de la presse* TSF-*L'Humanité* en 1994. Henri Rol-Tanguy est chargé des opérations de combat, et surtout missionné pour trouver des armes, qui manquent cruellement : le 15 août, quatre jours avant le mot d'ordre d'insurrection, seules 1750 Forces françaises de l'intérieur sont armées dans toute l'Île-de-France. *« Londres considérait qu'il ne fallait pas d'armes pour les Francs-tireurs et Partisans (FTP), estimant qu'il s'agissait du bras armé du PCF, et que les communistes voulaient prendre le pouvoir »*, relate-t-il dans le même entretien.

Pourtant, explique-t-il en 1990 à *l'Humanité*, deux événements lui font comprendre comme *« une espèce de vertige »* qu'*« une victoire est à portée de main »*. D'abord, le 1er juillet, des manifestations en Île-de-France fleurissent, sans que les nazis interviennent. Le mot d'ordre : *« Nous voulons du pain, du lait pour nos gosses »*, se transforme en *« À mort la milice, Pétain au poteau »*. Puis, le 12 juillet, deux jours avant la fête nationale interdite depuis cinq longues années, la cocarde tricolore fleurit sur un certain nombre d'entreprises, dans le transport ferroviaire, aux murs des boutiques, mais aussi aux boutonnières et aux fenêtres. Des cortèges se forment dans toute la région, soit, estime André Carrel, 150 000 personnes. Les nazis bougent un peu plus et tuent un syndicaliste, Yves Toudic.

L'insurrection éclate, cinq jours plus tard. Dans *les Cahiers du communisme*, Carrel multiplie les anecdotes : les agentes de liaison de Montfermeil déménagent les documents du CPL à Paris, mais se font rattraper par les nazis. Des passants les leur prennent des mains, et les leur restituent deux jours plus tard. Dans son laboratoire, Frédéric Joliot-Curie et ses assistants fabriquent des cocktails Molotov. Puis, quartier par quartier, rue par rue, les comités locaux reprennent Paris. Leur objectif : l'Hôtel de Ville, où de Gaulle doit arriver le 23. Les combats font rage, les nazis refluent peu à peu. Le 25 août, la reparution de *l'Humanité* après cinq ans de clandestinité provoque une vive émotion. Bientôt, Paris sera libéré. Et Carrel continuera sa carrière, entre *la Marseillaise* et *l'Humanité*, à qui il est resté fidèle jusqu'à la fin de sa vie.

CAROLINE CONSTANT

Demain : Lucie et Raymond Aubrac
Retrouvez les épisodes précédents sur www.humanite.fr

l'Humanité